

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ADF/ZG/ADF-VII/CM.1/93/01/SR.
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

**COMPTES RENDUS ANALYTIQUES PROVISOIRES DE LA
PREMIERE REUNION CONSULTATIVE DE LA SEPTIEME
RECONSTITUTION GENERALE DES RESSOURCES DU FAD**

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA PREMIERE SEANCE

tenue à la Salle des Fêtes, Palais des Congrès,

Hôtel Ivoire, Abidjan (Côte d'Ivoire)

le vendredi 14 mai 1993 à 10 h 20

- PRESIDENT** : **M. L. MAZAIRAC**
Directeur Général de la coopération internationale
Ministère des Affaires Etrangères, Pays Bas
- POUR LE GROUPE
DE LA BANQUE** : **M. Babacar NDIAYE**
: **Président**
- SECRETAIRE** : **M. H. MELIANE**
Secrétaire Général
- SOMMAIRE** : **Discours d'ouverture du Président de la Banque africaine de
developpement**
- : **Adoption de l'ordre du jour révisé (point 1 de l'ordre du
jour)**
- : **Adoption des comptes rendus analytiques de la réunion sur
l'examen à mi-parcours du FAD-VI tenue à la Haye, Pays
Bas les 16 et 17 novembre 1992 (point 2 de l'ordre du jour)**
- : **Resultats de l'examen à mi-parcours : point de l'application
de certaines politiques du Fonds depuis la réunion sur
l'examen à mi-parcours du FAD-VI (point 3 de l'ordre du
jour)**
- : **Questions de politiques à examiner pour le FAD-VII :**
- a) **allocation par pays et performance ;**
- b) **amélioration de la qualité des prêts (point 4.1 de
l'ordre du jour)**

OUVERTURE DE LA REUNION

1. Le **PRESIDENT** souhaite la bienvenue aux Délégués ainsi qu'au Président des Conseils des Gouverneurs qui assiste à la réunion en qualité d'observateur. Il donne ensuite la parole à M. Babacar NDIAYE, Président du Groupe de la Banque, afin qu'il prononce son discours d'ouverture.

DISCOURS D'OUVERTURE DU PRESIDENT DU GROUPE DE LA BAD

2. Le **PRESIDENT de la BAD**, dans son discours d'ouverture, souhaite également la bienvenue aux Délégués à l'occasion de la première réunion consultative de la septième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement. Au nom des Délégués et en son nom personnel, il exprime ses remerciements à M. Léon MAZAIRAC pour avoir accepté d'assurer les fonctions de coordinateur des consultations du FAD-VII. Il est convaincu que la Direction ainsi que les Etats Participants sauront tirer un énorme profit de la très grande expérience que M. Mazairac a des questions de développement international. Les Délégués se rappelleront avec quel brio il a présidé la réunion sur l'examen à mi-parcours des opérations du FAD-VI, qui s'est tenue à la Haye au mois de novembre de l'année précédente.

3. L'objectif de la présente réunion est d'achever l'examen à mi-parcours du FAD-VI et d'entamer les consultations relatives à la septième reconstitution des ressources du Fonds. Il faudrait que les consultations s'achèvent à temps pour que l'Institution puisse soutenir, en 1994, les opérations non encore réalisées. L'ordre du jour établi pour la réunion porte sur les résultats de l'examen à mi-parcours des opérations du FAD-VI, les questions de politique dans le cadre du FAD-VII et les scénarios de reconstitution du FAD-VII. Pour faciliter les débats, la Direction a préparé cinq documents portant sur ces points.

T/CM

4. Le premier document, faisant le point de l'application de certaines politiques du Fonds depuis l'examen à mi-parcours du FAD-VI, actualise les informations fournies par la Direction, lors de l'examen à mi-parcours du FAD-VI, sur les sujets tels que la lutte contre la pauvreté, les secteurs sociaux et l'environnement. Ainsi que les Délégués peuvent le constater, la Direction a fait évaluer les résultats obtenus par le Groupe de la Banque en matière de financement des opérations à l'appui des réformes. Il est prévu de terminer l'étude vers la fin du mois de juin et d'en présenter les conclusions aux Conseils d'administration en août 1993.

5. L'un des documents porte sur l'amélioration de la qualité des prêts. Il passe en revue les mesures adoptées ou envisagées, pour renforcer la réalisation des objectifs des projets et des programmes. Ainsi qu'il l'a indiqué dans son allocution, il y a deux jours, aux Assemblées annuelles, un Comité composé de cadres supérieurs de la Banque examinera les procédures et les principes directeurs pour le traitement des prêts ainsi que les critères et les méthodes d'approbation et d'entrée en vigueur des prêts, en vue de faire des recommandations concrètes pour leur amélioration.

6. Le dernier document présente les objectifs et les orientations de développement du FAD et traite des besoins en ressources concessionnelles. Les raisons générales pour lesquelles il faudrait augmenter les flux de ressources vers les pays à faible revenu sont assez bien connues et ont été présentées par les représentants de plusieurs pays. Cependant, le FAD devra tenir compte de plusieurs éléments spécifiques. Premièrement, il devra développer des programmes sur l'environnement et étendre leur portée. La Direction du Fonds a donc décidé de mettre en application "l'Action 21" et de participer aux activités du Fonds pour l'environnement mondial et de soutenir l'élaboration de plans d'action nationaux pour l'environnement. En deuxième lieu, il se pose la nécessité urgente de satisfaire les besoins en ressources concessionnelles des pays de la catégorie A, d'autant que ceux-ci ont un accès limité aux ressources de la BAD. Comme le Président l'a indiqué lors des Assemblées annuelles, la Direction pourra accomplir des progrès décisifs dans ce domaine, si les

ressources du FAD sont substantiellement reconstituées. Le FAD devrait également acheminer des ressources additionnelles pour aider à résoudre les problèmes liés à la pauvreté et à la dette. Le FAD devra innover pour pouvoir traiter ces deux problèmes persistants. Certaines idées spécifiques ont été proposées à cet égard dans les documents de travail.

7. L'examen à mi-parcours du FAD-VI s'est déjà avéré, et continuera d'être d'une grande utilité à la Direction pour rendre le Fonds plus efficace et plus efficient. Il a également permis aux Etats participants de s'informer pleinement des opérations du Fonds, en particulier, et bien entendu de celles du Groupe de la Banque, dans l'ensemble.

8. Les Etats participants ont exprimé leur soutien aux institutions de développement basées en Afrique qui comprennent et répondent effectivement aux besoins des populations de ce continent. Ainsi que les Plénipotentiaires ont pu le constater, au fil des années, le Fonds s'est développé en expérience et en ressources, au point de devenir une source de Conseils et de financement respectée en Afrique. Aussi, lorsque la Direction consulte le programme de développement des années 1990, elle constate que le Fonds est appelé à jouer un rôle encore plus important pour pouvoir relever les défis posés par la pauvreté, l'environnement et la dette. Le Président est convaincu que les Plénipotentiaires se pencheront, comme il convient, sur ces questions fondamentales et qu'ils les traiteront avec l'urgence requise, afin que les consultations puissent s'achever à la fin de l'année.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR REVISE (ADF-VII/CM.1/93/01/Rev.1) (point 1 de l'ordre du jour)

Les Plénipotentiaires adoptent l'ordre du jour révisé de la première réunion consultative de la septième reconstitution générale des ressources du FAD, tel que reproduit en annexe

T/CM

ADOPTION DES COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DE LA REUNION SUR L'EXAMEN A MI-PARCOURS DU FAD-VI, TENUE A LA HAYE, PAYS-BAS, LES 17 ET 18 NOVEMBRE 1992 (ADF/ZG/MTR-ADF-VI/92/SR.1) (point 2 de l'ordre du jour)

9. Le **PRESIDENT** soumet les comptes rendus à l'adoption des Délégués.
10. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** indique avoir communiqué ses amendements au Bureau du Secrétaire Général et demande que ceux-ci soient incorporés dans le texte final.

Il en est ainsi décidé.

Les Plénipotentiaires adoptent les comptes rendus analytiques de la réunion sur l'examen à mi-parcours du FAD-VI, tenue à la Haye, Pays-Bas, les 16 et 17 novembre 1992, sous réserve des amendements communiqués par le Représentant de la France au Bureau du Secrétaire Général

RESULTATS DE L'EXAMEN A MI-PARCOURS DU FAD-VI : POINT DE L'APPLICATION DE CERTAINES POLITIQUES DU FONDS DEPUIS LA REUNION SUR L'EXAMEN A MI-PARCOURS DU FAD-VI (ADF-VII/CM.1/93/03) (point 3 de l'ordre du jour)

11. **M. RWE GASIRA (BAD)** fait observer que le but du document est de mettre en relief un certain nombre d'initiatives prises par la Direction pour faire avancer depuis le débat sur l'examen à mi-parcours, le processus d'exécution des politiques relative à la lutte contre la pauvreté, le secteur social, l'environnement, les prêts à l'appui des réformes, la femme dans le développement, l'utilisation des ressources du Fonds d'assistance technique,

et la formule de partage des coûts entre la BAD et le FAD.

12. En ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, il assure les Plénipotentiaires que les directives opérationnelles sont en voie de finalisation. Une phase pilote, comportant l'établissement de profils de pauvreté par pays, a été mise en route et les résultats serviront à renforcer le thème de la lutte contre la pauvreté dans les documents de perspectives économiques et programmation par pays (PEPP). Par ailleurs, le premier projet du Groupe de la Banque en matière de lutte contre la pauvreté en faveur de la Zambie a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 1992. Les principaux objectifs du projet consistent à atténuer les effets à court terme des programmes d'ajustement et à développer les capacités du pays à identifier, préparer et exécuter les micro-projets.

13. S'agissant des secteurs sociaux, les Conseils d'administration ont adopté le document de politique du Groupe de la Banque en matière de population.

14. Quant à l'environnement, la Direction a finalisé le document de politique du Groupe de la Banque en matière de foresterie qui sera présenté aux Conseils vers la fin du mois de mai 1993.

15. Ainsi que l'a indiqué le Président de la Banque dans ses remarques introductives, la Direction a mis en place un Comité chargé de l'évaluation des opérations de prêts à l'appui des réformes. L'évaluation portera sur un échantillon de vingt (20) sur l'ensemble des soixante-six (66) projets approuvés par les Conseils à la fin du mois de décembre 1992. L'analyse portera sur la gestion des ressources, la performance macro-économique et sectorielle, ainsi que sur leurs répercussions sociales et institutionnelles. La Direction prévoit de terminer cet exercice d'ici juin 1993 afin que les conclusions puissent être examinées par les Plénipotentiaires lors d'une future réunion consultative.

T/CM

16. Dans le domaine de la femme dans le développement, la Direction intègre de plus en plus les questions liées aux considérations de genre dans la conception, la préparation et l'exécution des projets. Des sessions spéciales de formation ont été organisées à l'intention du personnel des départements opérationnels de la Banque et des directives appropriées sont en cours de préparation. Des directives ont également été élaborées pour la conception de projets dans le secteur agricole.

17. Des progrès notables ont été réalisés au niveau de l'étude portant sur l'accès des femmes au crédit. A cet égard, des recommandations et des propositions ont été traduites en proposition concrète de projet présentée au PNUD pour financement. Il faut également souligner des activités dans le domaine de la coopération, en particulier, avec le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) dans le cadre d'un comité consultatif en vue d'élaborer un programme global de formation et de recherche axé sur la promotion de la femme en Afrique. La Direction travaille également en collaboration étroite avec la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale des femmes prévue en 1995 à Pékin, en République Populaire de Chine.

18. En ce qui concerne l'utilisation des ressources du Fonds d'assistance technique (FAT), il convient de noter que le programme de prêts de 1993 a été conçu de telle sorte qu'à la fin de la période du FAD-VI, 18 % des ressources du FAT auront été consacrés aux activités d'appui institutionnel dans les pays membres emprunteurs avec un montant spécifique attribué aux activités liées au cycle des projets, dépassant de ce fait les 80 % fixés par les Plénipotentiaires dans le cadre de la sixième reconstitution.

19. Les Conseils d'administration ont discuté du problème du partage des coûts, à l'occasion de l'examen du budget administratif, opérationnel et d'équipement de 1993. A l'issue de cet examen, il a été décidé qu'un consultant serait recruté pour une étude approfondie du problème. Les conclusions de l'étude devraient être soumises aux Conseils

pour qu'ils prennent une décision finale. Dans l'intervalle, la formule de partage des couts à été fixée à 42 % pour la BAD, 54 % pour le FAD et 4 % pour le FSN.

20. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** aimerait avoir plus d'informations sur le premier projet du Groupe de la Banque en matière de lutte contre la pauvreté financé l'année précédente en Zambie. Il souhaite également connaître la nature des micro-projets financés dans le cadre de cette initiative de lutte contre la pauvreté.

21. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** demande des clarifications au sujet des montants engagés au titre du FAT. Compte tenu du faible niveau d'exécution, il aimerait que la Direction lui confirme que les objectifs fixés au titre des opérations liées au cycle des projets et au titre de l'appui institutionnel, seront atteints (paragraphe 5.2).

22. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** appelle l'attention sur la programmation par pays puisque l'accent y a été fortement mis pendant la revue à mi-parcours, en particulier sur la nécessité d'améliorer les "Perspectives économiques et programmes par pays (PEPP) et les documents de stratégie par pays. Ces documents sont considérés comme des outils opérationnels clés pour une programmation efficace et pour l'amélioration de la qualité des projets. Il réitère la préoccupation qu'il avait exprimée lors de la réunion de La Haye, au sujet des PEPP en souffrance et du manque d'actualisation des documents déjà préparés. Il avait également été suggéré de distribuer annuellement les documents de stratégie par pays aux membres du Conseil pour les aider de manière plus efficace à examiner les propositions de prêts qui leur sont soumises. Il aimerait connaître la position de la Direction à ce propos car, elle n'apparaît pas dans les documents du travail.

T/CM

23. Le **REPRESENTANT** de l'**ALLEMAGNE** note que le document contient de nombreuses actions à entreprendre au cours de l'année, ce qui veut dire que la plupart des recommandations faites par les Etats participants dans le cadre du FAD-VI n'ont pas été entièrement mises en oeuvre. Les Délégués devront en conséquence être assurés que leurs demandes seront respectées dans les délais arrêtés, en particulier les requêtes concernant la préparation des directives opérationnelles en matière de lutte contre la pauvreté, l'application rigoureuse des directives existantes en matière d'environnement et la solution définitive du problème du partage des charges administratives entre la Banque et le Fonds. En fait, il ne comprend pas pourquoi la question du partage des coûts n'a pas été résolue par les Conseils d'administration de concert avec la Direction au lieu d'être confiée à un consultant. Il lance un appel afin que la question soit vite réglée pour éviter que les ressources du Fonds ne soient utilisées pour subventionner la Banque.

24. En ce qui concerne l'évaluation des programmes d'ajustement structurel du Groupe de la Banque, il attire l'attention sur le fait que la plupart de ces prêts ont été cofinancés par le Groupe de la Banque, l'AID et la Banque Mondiale. Il aimerait savoir si l'exercice d'évaluation mené par le Groupe de la Banque a été fait de concert avec ces autres institutions et s'il sera étendu à tous les projets qui ont été exécutés.

25. Le **REPRESENTANT** du **CANADA** souligne l'importance que son pays attache aux politiques du Groupe de la Banque en matière de lutte contre la pauvreté, femme dans le développement, environnement et secteurs sociaux. Il demande donc d'autres informations sur ces politiques et aimerait connaître leurs incidences sur les opérations du Fonds. La Direction devra également indiquer de quelle manière la programmation par pays influe sur les opérations de prêts.

26. Le **REPRESENTANT** de la **NORVEGE** remercie la Direction pour la documentation présentée. Il apprécie l'accent qui a été mis sur la question de la femme dans le développement, mais appelle l'attention sur le fait que deux points ont été évoqués à ce

propos au cours des discussions du Conseil qui ont suivi la revue à mi-parcours à La Haye. Il s'agissait notamment de savoir jusqu'à quel point la Direction avait pu traduire ces politiques en activités opérationnelles et si elle avait pour ce faire pris en compte les propositions de certains Administrateurs visant à la suppression de l'unité WID et au transfert de ses activités dans les départements opérationnels.

27. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** partage les vues de son collègue belge sur le paragraphe 5 du document concernant les ressources du FAT. Les informations sur l'utilisation réelle de ces ressources ne sont pas très claires. Il exhorte la Direction à déployer des efforts dans le domaine du contrôle effectif des projets.

28. Il réitère également la requête de sa délégation à l'effet de distribuer les documents de stratégie par pays aux membres des Conseils. En outre, il rappelle avoir souligné que l'analyse comparative des opérations du FAD-VI ne devait pas se limiter au FAD-V, mais prendre également en compte les précédentes reconstitutions.

29. Le **REPRESENTANT du JAPON** apprécie l'excellent travail préparatoire fait par la Direction. Sa délégation apprécie également les efforts fournis par le Fonds pour atteindre les objectifs fixés au titre du FAT pour les activités liées aux projets et les opérations d'appui institutionnel.

30. Il fait cependant observer qu'il sera difficile d'évaluer l'impact des opérations d'appui institutionnel, car elles ne sont pas aussi tangibles et quantifiables que les activités liées au projet. La Direction devra néanmoins faire des efforts pour les contrôler et en assurer le suivi.

31. En ce qui concerne le partage des charges administratives entre la Banque et le Fonds, il serait plutôt souhaitable que les Délégués s'entendent sur un pourcentage étant donné qu'il n'est pas aisé de trouver une formule acceptable pour tous. De plus, ces

pourcentages pourraient être revus chaque année lors des discussions budgétaires.

32. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** attire l'attention sur le fait que certains critères ont été fixés pour s'assurer de la qualité des opérations financées par le Fonds et exhorte donc la Direction à les appliquer effectivement. A cet égard, sa délégation met en exergue la nécessité de tenir compte des résultats de l'évaluation rétrospective dans la préparation des projets, pour permettre au Fonds d'être consistant dans ses politiques opérationnelles. En outre, il devrait y avoir une coordination effective entre le Fonds et les autres agences bilatérales et institutions multilatérales qui irait au-delà des simples réunions de coordination.

33. Quant à l'allocation par pays, il ne comprend pas le mécanisme en vigueur. Il pense qu'il n'y avait aucune justification pour soutenir certaines décisions du Conseil à ce propos, en particulier, lorsque de telles décisions sont prises sans connaître tous les faits pertinents. Comme l'a souligné son collègue suisse, la Direction devrait toujours mettre à la disposition des membres du Conseil, toutes les informations et les détails nécessaires à une prise de décision.

34. Enfin, tout en convenant que la question du partage des coûts doit être traitée avec souplesse, il pense toutefois que des efforts doivent être faits pour s'assurer que les règles et critères établis sont appliqués.

35. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** souligne que la Direction doit finaliser rapidement les directives opérationnelles en matière de lutte contre la pauvreté à des fins de programmation par pays et de préparation des projets, car c'est le concept-clé des opérations du Fonds.

T/CM

36. Quant aux secteurs sociaux, il se demande s'il est humainement possible que le seul expert recruté puisse effectivement entreprendre les nombreuses activités opérationnelles liées à ce domaine.
37. Par ailleurs, ses autorités attendent avec impatience l'évaluation des prêts à l'appui des réformes du Groupe de la Banque et elles espèrent que ce document sera prêt d'ici juillet 1993.
38. Quant à WID, il souligne qu'en dépit de l'engagement de la Direction à prendre en compte les questions liées aux considérations de genre, elle doit toujours fournir des efforts en vue d'intégrer entièrement le concept dans le processus de programmation par pays et le cycle des projets. Il suggère que certains experts de WID soient transférés dans les départements opérationnels et de programmation par pays sans pour autant démanteler l'unité.
39. Le **REPRESENTANT du PORTUGAL** demande si la Direction a pris en compte les résultats de l'évaluation rétrospective dans la conception des nouveaux projets. Sa délégation attend également avec impatience l'évaluation des prêts à l'appui des réformes du Groupe de la Banque.
40. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** attend également avec impatience l'analyse de la qualité des projets avec un accent particulier sur les secteurs sociaux tel qu'indiqué dans le document de travail. Par ailleurs, il espère que les Délégués auront l'occasion de discuter en détail des questions d'environnement.
41. Il est d'avis que les pays donateurs et les Conseils d'administration ont formulé de nombreuses requêtes à la Direction lui demandant d'effectuer des travaux et des études nécessitant beaucoup de travail et prenant beaucoup de temps sans pour autant être réellement productifs ; il recommande que ces requêtes soient revues lors de ces négociations. Il pense que les rares ressources du Fonds devraient servir uniquement à soutenir des activités très

importantes et liées à des questions telles la qualité des projets, l'environnement, la femme dans le développement et la lutte contre la pauvreté. Les activités opérationnelles du FAD l'aideraient à répondre plus efficacement aux besoins de développement des pays bénéficiaires. Il croit par exemple qu'il y a trop de double-emploi entre les différents documents : DSP, PEPP, et autres documents d'évaluation de la performance du Fonds.

42. S'agissant de la formule de partage des coûts, sa délégation croit que le FAD doit participer aux dépenses administratives du Groupe de la Banque. Il fait remarquer que ses autorités regarderaient d'un meilleur oeil une participation accrue du Fonds à la formule de partage des coûts s'il devenait évident que le Conseil d'administration était prêt à restreindre ses propres dépenses. Il réitère les préoccupations de ses autorités concernant les dispositions actuelles de voyage des membres du Conseil ainsi que certaines autres indemnités. En bref, il se montrera plus souple vis-à-vis de la formule de partage des coûts si des mesures effectives sont prises par la Direction pour réduire les dépenses administratives du Groupe de la Banque.

43. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** comprend difficilement comment les négociations du FAD-VII peuvent commencer quand la Direction doit encore présenter le rapport final du FAD-VI, notamment sur les prêts à l'appui des réformes et la formule de partage des coûts. Selon le document à l'examen, le rapport sera prêt en août 1993 et si la seconde réunion consultative du FAD-VII doit avoir lieu en juillet 1993, la date de soumission du rapport devrait être revue par la Direction.

44. Le **REPRESENTANT de la SUEDE** accepte avec difficulté le libellé du paragraphe 2.2 du document concernant le document de politique du Groupe de la Banque en matière de population étant donné que ses autorités ont demandé que certaines questions soient incorporées dans le document de manière adéquate, entre autres les questions concernant la femme dans le développement, la santé, le développement rural et l'éducation.

T/CM

45. Il accueille avec satisfaction les documents de stratégie par pays et espère que des actions immédiates seront prises afin de traduire en opérations concrètes les concepts qui y sont développés.

46. Le **REPRESENTANT du CANADA** rappelle que les Délégués étaient parvenus à un accord au sujet de la formule de partage des coûts lors des négociations du FAD-VI et aimerait en connaître l'état d'exécution.

47. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** constate que beaucoup reste encore à faire quoique de nombreux projets aient déjà été réalisés dans le cadre du FAD-VI. Il aimerait savoir comment la Direction entend accomplir ce qui reste à faire avant que le FAD-VII n'entre en vigueur.

48. Le **PRESIDENT** fait observer qu'un certain nombre de questions ont été posées par les Délégués et demande à la Direction d'y répondre. Pour les questions demandant des réponses plus détaillées, des documents seront préparés et présentés à la réunion suivante. Dans ce contexte, la Direction devra prendre note de la question pertinente posée par le Délégué italien sur le premier projet de lutte contre la pauvreté en Zambie.

49. Le Vice-Président **LOUNES (BAD)** convient avec le Président que certaines questions posées demandent des réponses détaillées qui seront fournies plus tard.

50. Concernant l'unité WID, il confirme que les membres du Conseil ont discuté de la question lors de l'examen des budgets 1993, mais il ne se rappelle pas qu'une décision visant à démanteler l'unité avait été prise. La décision était de redéployer certains experts de WID dans les différents départements opérationnels et de maintenir l'unité en place pour assurer le contrôle étroit de l'intégration des questions de genre dans les activités opérationnelles du Groupe de la Banque.

T/CM

51. Quant à l'évaluation des prêts à l'appui des réformes du Groupe de la Banque, l'étude a été finalisée. La Direction révisé le premier projet de rapport qui sera soumis aux Plénipotentiaires lors de leur prochaine réunion. Quoique certains Délégués aient indiqué qu'ils auraient préféré une étude exhaustive de tous les programmes d'ajustement structurel déjà financés, la Direction a choisi d'effectuer une étude par sondage parce que c'est plus économique et qu'elle prend moins de temps à la réalisation. Cependant il donne l'assurance aux Délégués que chaque programme sera soumis par la suite au processus normal d'évaluation rétrospective.

52. La question du partage des coûts a également été longuement débattue par les Conseils lors de l'examen du budget et il a été décidé qu'une étude basée sur des critères objectifs serait effectuée en vue de déterminer les charges des institutions respectives du Groupe de la Banque. On peut expliquer les demandes formulées pour l'étude par le fait que les différentes parties concernées ont une vue différente de l'impact de leurs opérations sur le budget des dépenses de la Banque.

53. **M. KARIISA (BAD)**, répondant à la question sur la possibilité d'atteindre les objectifs du FAT, assure les Délégués que les projections indiquées dans le document s'appuient sur une liste d'indications et de projets concrets qui montrent que les différents objectifs seront atteints, entre autres 94 millions d'UCF seront consacrés aux activités du cycle des projets et environ 6 à 7 millions d'UCF aux activités liées à l'appui institutionnel.

54. Comme indiqué dans le document de travail, la Direction prépare les directives relatives à la lutte contre la pauvreté, travail qui sera finalisé au cours de l'année. La Direction a également l'intention de mettre en place un programme de formation pour permettre au personnel des départements opérationnels de mettre en oeuvre ces directives aussitôt que possible. La même stratégie a été adoptée pour les documents de politique et les stratégies relatives à WID et à l'environnement.

T/CM

55. Par ailleurs, la Direction a élaboré le mois précédent, un manuel révisé des opérations contenant des informations actualisées sur les nouveaux domaines d'intervention du Groupe de la Banque. Un nouvel élément important du manuel est le "MPDE" qui permettra de garder présent à l'esprit tous les objectifs des projets. Avec le temps, la section des rapports d'évaluation consacrée à l'impact des projets sur l'environnement et les femmes deviendra plus systématique et plus analytique.

56. La stratégie utilisée par la Direction pour traduire en termes opérationnels les différentes politiques du Groupe de la Banque se divise en trois phases, notamment la préparation des directives opérationnelles, l'organisation de programmes de formation intensifs pour permettre au personnel opérationnel d'apprécier les mécanismes impliqués et enfin l'incorporation des directives dans le manuel opérationnel.

57. La référence au spécialiste des politiques sociales dans le document de travail a été faite pour souligner simplement le recrutement récent dudit expert. Cela ne veut pas dire qu'il est le seul expert disponible en la matière dans la Banque, mais qu'il a été recruté en complément des ressources humaines du Département Central des Projets chargées de la formulation des politiques opérationnelles du Groupe de la Banque. En fait le département comprend déjà un économiste/statisticien, un démographe, un expert en foresterie et d'autres experts en environnement et dans les secteurs sociaux.

58. Le Vice-Président a déjà répondu à la question sur l'unité WID. Il aimerait cependant ajouter que le Département Central des Projets dispose du personnel de base nécessaire pour la conception des politiques et des procédures de développement du Groupe de la Banque tandis que les départements opérationnels, dotés de personnel également qualifié, sont responsables de l'exécution de ces politiques et procédures telles qu'approuvées par les Conseils d'administration.

T/CM

59. M. FALL (BAD) intervient pour répondre aux questions se rapportant à la préparation et au contenu des rapports économiques (PEPP) et des documents de stratégies par pays (DSP) et expliquer également comment la Direction tient compte des domaines d'intérêt spécial tels la femme dans le processus de développement et la lutte contre la pauvreté dans l'élaboration de ses programmes.

60. S'agissant des rapports économiques, il convient d'indiquer que trente sept (37) PEPP sont en cours de préparation et que ceux concernant le Libéria, la Somalie et le Zaïre ont été interrompus en raison de la situation politique défavorable qui prévaut dans ces pays.

61. Au niveau des documents de stratégies par pays, trente neuf (39) d'entre eux ont abouti à des évaluations de performance sur la base desquelles un montant de 193 millions d'UC a été réalloué. Dix (10) documents de stratégie sont en cours de préparation, à partir des résultats des différents contacts noués par la Direction avec les autres bailleurs de fonds et dans le cadre des missions de supervision effectuées avec les autres cofinanciers.

62. Quant aux domaines d'intérêt spécial susmentionnés, ils constituent des sections spécifiques des rapports économiques et des documents de stratégie, dans la mesure où ils sont actuellement considérés comme des projets spécifiques permettant de donner à des populations défavorisées des activités génératrices de revenu. On peut citer à cet égard des projets d'allègement de la pauvreté au Burkina Faso, au Mozambique, en Sierra Leone et en Zambie, approuvés cette année par les Conseils d'administration.

63. Il convient également de mettre en exergue la participation des experts de l'unité femmes dans le développement aux missions sur le terrain et à la préparation des documents des projets portant sur ces questions.

R/CM

64. En ce qui concerne le volume de travail pesant sur les experts préparant ces documents et le risque de double emploi, M. Fall répond que les rapports économiques contiennent beaucoup plus de détails que les documents de stratégie car ils couvrent une période de trois (3) ans. Ces perspectives tri-annuelles sont actualisées chaque année dans le cadre des documents de stratégie par pays qui sont eux élaborés annuellement.

65. L'évaluation de la performance est l'élément qui différencie les documents de stratégie des rapports économiques, et c'est elle qui permet de procéder aux réallocations selon les directives données dans le cadre du FAD.

66. Quant à la question de savoir s'il y a coordination effective avec les autres bailleurs de fonds, M. FALL répond par l'affirmative, cette coordination étant assurée dans le cadre de plusieurs fora ; tels que les missions de revue des dépenses publiques organisées conjointement dans les pays par l'ensemble des bailleurs de fonds ; les missions de vérification effectuées pour s'assurer que les conditions liées aux décaissements des différentes tranches des prêts d'ajustements structurels sont respectées ; les réunions organisées dans le cadre du programme spécial d'assistance pour l'Afrique (PSA) au cours desquelles un examen complet de la performance de chaque pays est fait pour s'assurer du respect des nouvelles orientations politiques et du respect des programmes de réformes approuvés par l'ensemble des pays membres du PSA ; et enfin les réunions du Groupe Consultatif, dans le cadre desquelles les programmes d'investissement qui sont proposés par les pays sont examinés en vue de déterminer le flux de ressources adéquat qui sera mis à leur disposition par la communauté des bailleurs de fonds.

67. En ce qui concerne l'assistance technique, les projets s'y rapportant comprennent essentiellement trois (3) composantes :

- a) équipement des structures administratives ;
- b) gestion de la dette ;

- c) renforcement des ressources humaines grâce à l'affectation d'experts aux pays concernés et grâce à la formation d'experts nationaux.

68. M. OGUNJOBI (BAD) traitant des questions relatives à l'amélioration de la qualité des prêts, souligne tout d'abord l'importance des mesures prises par la Direction afin d'améliorer la qualité de toutes les opérations de prêts.

69. Ces mesures se situent à plusieurs niveaux, et d'abord au niveau de la programmation par pays, en améliorant la qualité des PEPP et des DSP. Ces documents précèdent maintenant toutes les étapes du cycle des projets, comme cela a été le cas récemment pour l'Ethiopie où une mission générale d'identification n'a été effectuée, qu'après la préparation et la soumission aux Conseils d'un PEPP, au mois de mars 1993. Il y a donc à présent synchronisation entre PEPP et missions d'identification. En outre, le processus de sélection des projets est beaucoup plus rigoureux que par le passé.

70. Etant entendu que la supervision de l'exécution d'un projet ou de l'administration d'un prêt constitue un des éléments-clé du succès, la Direction s'est rendu compte de la complémentarité existant entre missions de suivi et missions de supervision ; c'est pourquoi, elle intensifie ses efforts dans le sens de l'harmonisation de ces deux types de mission. En effet, les missions de supervision visent à identifier et résoudre les problèmes techniques et les projets qui se heurtent ainsi à des difficultés d'exécution font l'objet d'un suivi spécial pour éviter l'aggravation de ces difficultés.

71. Par ailleurs, les rapports d'audit de performance et les rapports d'achèvement de projets élaborés par la Direction sont maintenant systématiquement pris en compte dans la formulation et la préparation des nouveaux projets. Les rapports d'achèvement de projets sont examinés par les groupes de travail inter-départementaux avant d'être transmis aux départements concernés pour action.

R/CM

72. Le rôle de supervision a été assigné aux bureaux régionaux à cause de leur avantage géographique par rapport au siège de la Banque. Actuellement, le personnel recruté localement participe activement au contrôle de l'exécution des projets avec les experts de la Banque détachés dans lesdits bureaux, contribuant ainsi à la détection précoce des difficultés d'exécution.

73. De plus, dans le cadre de l'identification et de la préparation des projets, la Banque intensifie sa coopération avec les diverses institutions spécialisées des Nations Unies qui participent au cycle des projets dans leur domaine de spécialisation, entre autres l'UNESCO, l'ONUDI, la FAO, l'OMS.

74. M. RWE GASIRA, (BAD) réagissant aux questions soulevées sur la prise en compte dans le FAD-VI et VII des leçons tirées des précédentes reconstitutions, souligne que la Direction s'appuie toujours sur l'ensemble des expériences précédentes pour formuler les différents documents soumis aux Plénipotentiaires.

75. Quant aux directives du FAD-VI, elles ont été respectées dans leur ensemble et d'ici la fin de 1993, elles seront entièrement réalisées. Il convient toutefois de souligner que certains sujets tels les prêts à l'appui des réformes seront toujours d'actualité dans le cadre du FAD-VII.

76. Le **PRESIDENT**, revenant sur la question de l'allègement du travail dans le cadre des PEPP et DSP, demande s'il ne serait pas judicieux de se contenter des documents de stratégie par pays dans certains cas.

77. M. FALL souligne en réponse qu'il y a effectivement répétition de certains chapitres dans ces deux documents, comme par exemple les six sections des rapports économiques que l'on retrouve dans les documents de stratégie par pays mais sous forme résumée.

78. Il est certain que si ces deux documents étaient fondus en un seul, cela allègerait considérablement le travail et faciliterait également le processus de consultation.

79. Le **PRESIDENT** exprime sa satisfaction pour le travail réalisé par la Direction à tous les stades du cycle des projets, puis passant en revue les différentes questions examinées indique que la question de la formule du partage des coûts est toujours pendante. Il faudrait donc en discuter pour savoir s'il y a lieu de maintenir la formule actuelle ou la changer.

80. Le Vice-Président LOUNES (BAD) indique, en ce qui concerne la question relative à la population, que le Conseil d'Administration en a longuement débattu et que l'ensemble de ses recommandations a été dûment pris en compte dans le document final.

81. Quant au nombre de projets post-évalués, l'idéal serait de procéder à une évaluation rétrospective systématique à 100% mais la Banque n'en a pas les moyens pour l'instant.

82. S'agissant de l'expérience de la Banque en matière de prêts à l'appui des réformes, la Direction a effectué une étude par sondage pour deux raisons. D'une part les informations supplémentaires attendues de cette étude ne justifient pas les coûts impliqués par une étude exhaustive. D'autre part, cette étude devant être présentée au cours des réunions consultatives du FAD-VII, une étude exhaustive n'aurait pas pu être élaborée dans les délais impartis.

83. Quant à la formule de partage des coûts, une formule avait été arrêtée à l'issue des négociations du FAD-VI, et il avait été prévu d'en rediscuter au sein du Conseil d'Administration étant donné que lors des exercices de reconstitution, la Banque n'était pas représentée.

R/CM

84. La formule a donc été examinée par le Conseil d'Administration dans le cadre des discussions budgétaires 1993 et il a été recommandé de requérir aux services d'un consultant.

85. Le **PRESIDENT**, poursuivant le débat sur ce point, précise que les Plénipotentiaires ont arrêté une formule basée sur le volume des prêts au lieu de fixer un chiffre absolu. Le Conseil d'Administration a décidé quant à lui de ne pas appliquer cette formule car elle posait des problèmes au niveau du revenu net de l'Institution. Cette situation a amené certains Plénipotentiaires à penser que le Fonds subventionnait la Banque. C'est pourquoi, il demande à la Direction de mettre à la disposition des Délégués une petite note factuelle sur la formule de partage des coûts afin que la question soit débattue à leur niveau et qu'une décision finale soit prise. Dans l'intervalle, il propose de surseoir à l'examen de cette question.

Il en est ainsi décidé.

86. Le **REPRESENTANT de la SUISSE**, formulant des remarques d'ordre général à l'issue des réponses de la Direction, indique que les arguments avancés sont certes très convaincants, mais le seul problème est que l'on ne perçoit pas réellement comment les différentes mesures mises en place assure une amélioration effective du cycle des projets. Il serait donc approprié d'avoir des informations concrètes sur la traduction effective du processus de programmation et de stratégie par pays dans le pipeline des projets ainsi que l'impact de ces différents processus sur les projets. La Direction pourrait s'acquitter de cette tâche en donnant des exemples spécifiques, deux ou trois pays, où l'on verrait comment elle traduit dans les faits les stratégies qu'elle a mises en place.

87. S'il est vrai que les Plénipotentiaires ont reçu de nombreuses informations sur les différents processus, et les différentes mesures mis en place par la Direction, ils s'interrogent toujours sur leur fonctionnement effectif et leur qualité.

88. Le **REPRESENTANT DE LA FRANCE** remercie à son tour la Direction qui a donné sur les actions en cours et à venir un certain nombre de réponses rassurantes qu'il aurait toutefois souhaité un peu plus factuelles.

89. Deux points ont retenu son attention, à savoir la coordination entre bailleurs de fonds et le système d'allocation par pays.

90. S'agissant de la coordination entre bailleurs de fonds, la Direction a assuré les Délégués que celle-ci était effective et efficace. Il ne souscrit pas à cette assertion car du point de vue de la France qui est un bailleur de fonds intervenant souvent en parallèle avec la BAD, la coordination avec la Banque n'est pas forcément parfaite. Il n'en veut simplement pour preuve que certains projets présentés récemment aux Conseils d'Administration où une coordination vraiment productive n'a été réalisée qu'après qu'un premier examen ait relevé certaines difficultés en la matière.

91. Quant au système d'allocation par pays, il reconnaît que celui-ci est plutôt complexe.

92. Au vu de la documentation qui a été distribuée, il constate que certains pays ont très largement dépassé leur allocation. Il serait donc souhaitable que le Conseil soit informé à chaque session de l'état de ces allocations d'une part et d'autre part que des justifications précises soient données par la Direction chaque fois qu'un pays viendrait à dépasser l'allocation indicative.

93. Le **REPRESENTANT DE L'ITALIE** aimerait d'une part avoir une liste des pays ayant des programmes d'ajustement soutenus par le Groupe de la Banque ; d'autre part, il souhaite que la Direction prépare un tableau indiquant en chiffres l'état des engagements au titre du FAD-VI et celui des décaissements au titre des reconstitutions précédentes ainsi que la distribution géographique des fonds engagés.

94. Il souhaite en outre avoir un avis juridique concernant notamment la base juridique sur laquelle se fonder pour faire des engagements qui n'ont pas encore été autorisés par le Parlement de l'Etat Participant donateur.
95. Le **REPRESENTANT DU CANADA** demande s'il serait possible d'avoir une évaluation générale des prêts et de connaître la manière dont ces prêts reflètent les politiques arrêtées par les Délégués.
96. Le **PRESIDENT**, au vu des différents points soulevés, propose l'approche suivante : il passera en revue certaines questions avec la Direction et si les documents s'y rapportant existent déjà, ceux-ci seront mis à la disposition des Délégués.
97. La question de la coordination entre les différents bailleurs de fonds est un sujet très complexe et dans presque toutes les organisations internationales, la question est épineuse car les intérêts sont souvent conflictuels, certains partenaires voulant toujours avoir la suprématie. Mais une chose est sûre, dans le contexte international actuel, sans efforts concertés, il est difficile d'arriver à quelque chose.
98. Il demande donc à la Direction de préparer pour la prochaine réunion un document succinct indiquant les actions précises entreprises pour assurer une meilleure coordination entre la BAD et les différents bailleurs de fonds.
99. Quant à la question relative aux pays ayant dépassé leurs allocations, il demande à la Direction de donner quelques clarifications au cours de la présente séance.
100. Le Vice-Président **LOUNES** récapitule les questions qui viennent d'être posées par les Plénipotentiaires.

R/CM

101. M. FALL explique que les affectations indicatives de ressources par pays se basent sur les conclusions de l'exercice de reconstitution des ressources, sur l'examen de la performance des pays, leur capacité d'absorption, les programmes de réformes retenus, ainsi que sur une matrice permettant d'évaluer comparativement les performances ; il fait toutefois remarquer que l'analyse de la performance est un processus progressif.

102. La note attribuée peut aller de "médiocre" à "très performant". Les pays les mieux classés peuvent ainsi se voir attribuer un supplément de 25 % de ressources en plus de l'affectation normale, et ceux classés "médiocres" peuvent voir amputer la leur dans les mêmes proportions. Mais pour l'année en cours, aucune pays n'a été coté "très performant".

103. Au titre de l'année 1992, il y a eu sur cette base 193 millions d'UC à réaffecter. Il faut savoir en outre que la disponibilité des contributions exceptionnelles peut amener à dépasser l'allocation de base majorée des 25 % mentionnés ci-dessus.

104. Le **PRESIDENT** suggère que la question posée par le délégué français soit reprise plus tard.

105. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** aimerait savoir si le Conseil intervient pour approuver les dépassements d'affectation de ressources, ou s'il en est simplement tenu informé.

106. Le **REPRESENTANT du JAPON** déclare qu'il revient au Comité qui vient d'être mis sur pied de veiller à améliorer la qualité du portefeuille. Il aimerait savoir quand le rapport de ce Comité sera disponible.

107. M. FALL fait savoir que le programme indicatif est communiqué au Conseil dans le document du budget ; il est par ailleurs repris dans les documents des PEPP et les DSP. Mais s'agissant des cas spécifiques de dépassements, c'est à l'occasion de l'examen

subséquent d'octroi de crédits au pays concerné que le dépassement est porté la connaissance du Conseil.

108. Le **PRESIDENT** aimerait savoir s'il y a des raisons à ce qu'il en soit ainsi.

109. Le Vice-President **LOUNES** admet que les glissements devraient être justifiés devant le Conseil. Il ajoute néanmoins qu'il faut reconnaître que les retards accusés par l'approbation du FAD ont introduit certaines distorsions dans le programme, cette approbation étant intervenue à un moment où des projets étaient déjà engagés ; par ailleurs, on ne pouvait avoir l'assurance que les dotations de base répondraient à tous les besoins.

110. Il déclare en conclusion qu'il est prévu dans les procédures de travail d'informer les Conseils, quoiqu'une certaine souplesse s'impose.

111. Pour le **REPRESENTANT de la FRANCE**, un flux efficace d'échanges entre la Direction et le Conseil est essentiel. Le problème de la bonne information du Conseil doit être définitivement clarifié. A cet égard, il est regrettable que les Administrateurs ne sachent presque rien de ce qui passe en matière d'affectations par pays, l'un d'entre eux ayant dû procéder lui-même aux calculs pour se rendre compte qu'à la date du 31 décembre 1992, il y avait eu neuf dépassements, allant de 130 % à 120 %, sans justification préalable devant le Conseil.

112. Il précise que ce n'est pas le principe des dépassements qui est en cause, mais la justification de son application dans le concret.

113. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** reconnaît elle aussi le besoin de flexibilité, tout en maintenant que le Conseil doit être pleinement informé au préalable.

R/FT

114. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** pense que l'insistance sur les dépassements a faussé la nature des débats. Lors des négociations du FAD-VI, les Plénipotentiaires ont essayé de prendre de la distance par rapport au système d'allocation jusque là en vigueur au Fonds quand, sur la base d'une formule mécanique, les chiffres indicatifs prévisionnels étaient pratiquement considérés comme un droit acquis pour le pays concerné. Le système mis en place dans le cadre du FAD-VI s'appuie sur la pénurie des fonds concessionnels et la performance, avec un montant indicatif initial de planification, et étant bien entendu qu'il relève de la responsabilité de la Direction de revoir année après année la performance du récipiendaire. Les pays ayant une haute performance auront droit à un surplus de ressources, et ceux qui ont un faible niveau de performance resteront dans la situation du programme de base. On s'attendait à l'époque à ce que le résultat du système ne se clarifie qu'à la fin du cycle triennal du FAD-VI. Néanmoins, au stade présent du mi-parcours, il est possible de vérifier comment les choses se présentent.

115. Dans ce contexte, il fait siennes les préoccupations de son collègue français, car on ne peut voir clairement dans l'immédiat comment l'évolution des allocations du FAD-VI respecte certains aspects de l'évaluation de la performance dans le cadre du PSA. A cet égard, il n'est pas d'accord avec l'affirmation du paragraphe 3.5 selon laquelle le nombre de pays jugés avoir une performance satisfaisante est approximativement le même que celui du PSA. Il reconnaît néanmoins qu'il est difficile de faire preuve de transparence dans les circonstances présentes, et que le système n'a pas encore fait ses preuves.

116. Le **PRESIDENT**, s'agissant des dépassements, demande que la Direction s'engage à informer le Conseil avant de les effectuer, et non après les avoir effectués.

117. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** demande que soit clarifié la nature de la présente réunion. A son avis, elle ne porte pas sur des informations à fournir, mais sur les affectations des ressources.

R/FT

118. Le **PRESIDENT** suggère que, pour assainir l'atmosphère, la séance de l'après-midi débute par l'examen de la formule de partage des coûts.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 30 et reprise à 14 h 30.

LA FORMULE DE PARTAGE DES COUTS

119. Le **PRESIDENT** rappelle que le Représentant du Canada avait cité le paragraphe 43 du Rapport sur les réunions consultatives de la sixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (doc. ADF-VI/CM.5/91/54/Rev.6), qui traite de la formule de partage des coûts.

120. Le Vice-Président **LOUNES** fait savoir que la Direction a fait rapport au Conseil d'administration du cycle des réunions consultatives sur le FAD-VI, en particulier de l'ajustement de la formule de partage des coûts proposée par les Plénipotentiaires du FAD-VI. Le Conseil en avait pris note, et renvoyé la décision au moment des discussions budgétaires pour l'exercice 1992.

121. Il n'y a pas eu de consensus dans ce contexte sur les coûts générés par les nouvelles politiques du FAD ; il s'est trouvé en outre dans le programme de travail du groupe plus de projets FAD que de projets BAD, spécialement de petits projets relativement plus coûteux.

122. Les discussions ont alors été renvoyées aux délibérations sur le budget de l'exercice 1993, avec reconduction de la formule en vigueur jusque là. Un consensus ne s'étant toujours pas dégagé à l'automne 1992, il a été proposé de recourir à un consultant.

R/FT

123. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** signale que les Plénipotentiaires avaient mis l'accent sur le poids des coûts administratifs, que le Conseil n'a pas réussi à juguler. L'année précédente, 60 % des coûts administratifs du Groupe ont été imputés au FAD. La question concerne donc autant la sixième que la septième reconstitution des ressources.

124. Il ajoute que de la mise en oeuvre de la décision demandant une réduction des coûts administratifs du Groupe dépendra le niveau des contributions à la septième reconstitution.

125. Le **REPRESENTANT du JAPON** aimerait savoir si la Direction a déjà entamé les recherches pour trouver le consultant, dont les travaux doivent être financés dans le cadre de la coopération bilatérale.

126. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** appuie la déclaration de son collègue norvégien.

127. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** fait sienne la question posée par le Représentant du Japon.

128. Le **PRESIDENT** fait remarquer que la question critique qui est posée est de mettre au point un mécanisme de partage équitable des charges. Tels devraient être les termes de référence du consultant. Il suggère que si les Pays-Bas et la Direction peuvent élaborer les détails financiers, l'aide bilatérale actuelle des Pays-Bas soit utilisée pour financer le recrutement du Consultant aussitôt que possible. Le Consultant devra terminer son travail dans les délais les plus brefs, de préférence avant la prochaine réunion, en juillet 1993.

129. Le Vice-Président **LOUNES**, au nom du Président du Groupe de la Banque, remercie le Président pour cette offre. La Direction préparera le devis estimatif de la consultation et en discutera avec la délégation néerlandaise.

R/FT

130. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** déclare que tous les Etats participants aimeraient faire montre de flexibilité en payant les coûts légitimes et appropriés pour le maintien des institutions de développement. Il ajoute que la manière dont l'agent est dépensé, et l'appui politique au Fonds sont plus importants que toute formule mécanique de partage des coûts entre la Banque et le Fonds.

131. Les articles parus récemment dans la presse montraient qu'une attention spéciale est accordée aux habitudes culturelles de certaines des organisations internationales. Il devient de plus en plus difficile de mobiliser des fonds pour ces institutions avec des articles et des comportements tels que les voyages en première classe dont il a déjà parlé dans le passé. Il est difficile de faire le lien entre les contribuables qui veulent aider les pauvres à développer l'Afrique, et la réalisation des objectifs primordiaux d'institutions où la pratique des voyages en première classe est en vigueur. Il est impératif que l'argent soit dépensé de la manière la plus judicieuse possible.

132. Néanmoins, sa délégation partage la préoccupation relative à un mécanisme de partage des coûts transparent et équitable.

133. Le **PRESIDENT** attire l'attention sur l'uniformisation des pratiques dans les différentes institutions internationales, car l'opinion publique et les parlements, pour ne citer que ceux-la, se font de plus en plus critiques.

134. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** s'attend à ce que les questions posées dans le cadre de l'examen de la formule de partage des coûts soient clarifiées lors des discussions à venir.

R/FT

POLITIQUES DU FAD-VI (point 4 de l'ordre du jour)

AMELIORATION DES POLITIQUES ACTUELLES DU FAD-VI

a) ALLOCATION PAR PAYS ET PERFORMANCE (FAD-VII)

135. **M. FALL** déclare qu'il n'y a pas grand chose à ajouter à ce qui a déjà été dit dans la matinée, sinon que sur les résultats de l'évaluation de la performance. Les deux Départements des programmes par pays, sur la base des missions et des résultats des différents forums (PSA, etc.), ont effectué l'évaluation en s'appuyant sur les six principaux indicateurs de performance pondérés tels qu'énoncés à l'Annexe I du document à l'ordre du jour. Les résultats ont été soumis au Département central des projets pour le classement final des pays concernés.

136. Les affectations ou les ré-affectations de ressources ont alors été faites sur la base des pourcentages qu'il a mentionnées plus tôt, c'est-à-dire les 25 % supplémentaires pour les pays hautement performants, les pays moyennement performants ont gardé leurs niveaux de prêt indicatifs de départ, et ceux qui ont eu une performance médiocre ont vu leurs niveaux indicatifs de prêt amputés d'un maximum de 25 %.

137. **LE REPRESENTANT du DANEMARK** est frappé par l'importance modique de la réaffectation, qui ne représente que 1,1 % des ressources. Il aimerait savoir si elle reflète entièrement les différences de performance au sein des pays récipiendaires. Les principes fondamentaux énoncés dans le cadre de la période couverte par le FAD-VI et les indicateurs de performance de l'Annexe semblent sensés et raisonnables en théorie, mais le coefficient (2 %) attaché à la bonne gestion semble plutôt faible. Dans l'ensemble, le système a été appliqué avec trop de prudence. Cette attitude est compréhensible, dans une certaine mesure, à un stade initial, mais on s'attend à ce qu'il y ait plus de réaffectations à l'avenir.

138. **Le REPRESENTANT de la BELGIQUE** rappelle que des discussions substantielles se sont déjà déroulées le matin sur cette question. Il fait observer qu'il est

nécessaire de faire montre de transparence dans la mise en oeuvre des critères d'évaluation de la performance, quelque complexes qu'ils puissent être. L'un des objectifs du FAD-VII devrait être d'affiner et de renforcer les critères et de les appliquer de la manière la plus transparente possible. Un examen des affectations et réaffectations respectives par pays, et particulièrement des résultats surprenants, laisse voir que les règles sous-jacentes ne sont pas toujours claires. Le Conseil d'administration peut être tenu pour partiellement responsable du manque d'information dans ce domaine.

139. S'agissant du document de travail, il estime qu'à certains égards il est tout à fait intéressant, bien qu'il ait l'air d'un manuel des opérations énonçant des principes généraux plutôt que les effets pratiques des critères. Il en découle qu'au lieu de donner des réponses à leurs préoccupations, il soulève de nouvelles questions de la part des Plénipotentiaires. Par exemple, il est en désaccord avec l'affirmation contenue au paragraphe 2.2, à savoir que la pratique de l'annulation des prêts "est devenue fréquente" au cours de la période du FAD-VI. A la fin du paragraphe 3.3, il est dit que "Cette procédure est aussi objective et transparente que possible. Et l'on fait preuve d'une grande discrétion dans la mesure où les décisions à prendre sont très délicates". Tout en concédant qu'il s'agit d'un exercice délicat, il craint qu'une discrétion excessive n'aille à l'encontre du principe de la transparence, et ne puisse même entraîner des actions arbitraires. Par ailleurs, il aimerait avoir de plus amples éclaircissements sur la manière dont la réaffectation de 193 millions d'UCF mentionnés au paragraphe 3.4 a été effectuée ainsi que sur l'expressions "particularités africaines" utilisée au paragraphe 4.1, qui semble nébuleuse.

140. Enfin, pour ceux qui sont familiers avec le problème des obligations de remboursement, il est inquiet des coûts probablement disproportionnés, et des résultats éventuels limités de la proposition contenue au paragraphe 4.3 "d'incorporer dans les PEPP et les DSP un profil des obligations de remboursement des pays emprunteurs, à l'égard tant de tous les créanciers que du Groupe de la Banque, mais surtout de ce dernier".

T/FT

141. Le **REPRESENTANT** des **PAYS-BAS** discerne des améliorations sensibles dans la pratique opérationnelle de la Banque et se rend compte que la Direction va dans le bon sens. Le problème posé à sa délégation par le paragraphe 2 (Définition du programme et évaluation de la performance) vient du fait qu'une distinction claire n'a pas été établie entre ce qui devrait être la pratique routinière à la Banque et les mesures de renforcement introduites pour prendre en compte les souhaits exprimés au cours des négociations sur la sixième reconstitution des ressources. En l'absence d'informations plus détaillées, il est très difficile d'évaluer les progrès accomplis.

142. A cet égard, la déclaration du paragraphe 1.1 du document intitulé "Amélioration de la qualité des prêts", à savoir que "Bon nombre des améliorations proposées sont axées sur une application plus rigoureuse des procédures et pratiques en vigueur", demande des explications détaillées sur les raisons du non respect de ces procédures.

143. Au lieu des nouvelles procédures et pratiques, les débats devraient se concentrer sur les modifications des motivations ou les informations données au Conseil d'administration et aux bailleurs de fonds pour déterminer ce qui se passe. La Direction doit entreprendre de nombreuses actions au cours du cycle de projet, allant de la conception à la programmation par pays, et il est réellement difficile pour les bailleurs de fonds ou le Conseil d'administration de suivre ce qui se passe. Il suggère par conséquent que la Direction mette en place un système d'information pour faire le suivi à la fois de la programmation par pays et des étapes de l'exécution des projets, et pour permettre au Conseil d'administration de s'assurer du respect des instructions données.

144. S'agissant des prêts à octroyer sur la base de la performance, il a probablement une perception plus positive de ce qui se passe que son collègue du Danemark. Il subodore une erreur typographique au paragraphe 3.4, où le montant redistribué doit se lire 11 % au lieu de 1,1 %. Ce pourcentage représente un résultat notable à l'heure actuelle, bien qu'il puisse connaître des améliorations à l'avenir. Il est néanmoins décevant que près de la moitié de la

somme de 193 millions d'UCF devenue disponible pour être redistribuée ait été consommée par les surengagements et les projets multinationaux, ce qui ne laisse que 102 millions d'UCF aux pays ayant enregistré la meilleure performance. Il demande par conséquent s'il n'y a pas de meilleurs moyens de distribuer les ressources pour de tels engagements.

145. Les indicateurs de performance doivent refléter les politiques et non les résultats. La gestion macro-économique, par exemple, comprend des résultats de politiques qu'il est très difficile d'influencer par des actions de politiques, étant donné que la croissance réelle du PIB et l'index des taux de change sont soumis à l'influence de facteurs externes considérables.

146. Il applaudit à la prise en compte de la bonne gestion publique, mais il estime, à l'instar de son collègue danois, que le coefficient qui lui est affecté est trop faible. Le niveau des dépenses militaires par rapport aux dépenses sociales doit faire partie des critères de bonne gestion publique. Il convient d'explicitier clairement la catégorie environnement, car le seul point qui y entre : "Plan national d'action environnementale" est incomplet.

147. Le **REPRESENTANT** de l'ESPAGNE est d'avis que le document aurait dû être moins analytique et ressembler moins à un manuel. L'évaluation de la performance par pays est une question de jugement, mais il semble peu réaliste que jusqu'à 30 pays aient une performance satisfaisante, ce qui est de plus contraire à l'état général de dépression des économies africaines.

148. Il fait siens les points de vue des Délégués néerlandais et danois sur la bonne gestion publique. Le coefficient de 45 % attribué à la gestion macro-économique est trop élevé pour ce qui concerne le FAD, et il conviendrait mieux à la BAD. Pour le FAD, le coefficient de la gestion macro-économique doit être plus faible, et celui de la lutte contre la pauvreté et la politique sociale plus élevé.

T/FT

149. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** approuve les efforts de la Direction visant à effectuer des glissements de ressources vers les pays qui offrent le meilleur environnement pour un usage constructif de ces ressources. Sa délégation reconnaît que c'est tout à l'honneur d'une institution telle que la BAD de chercher à renforcer la compréhension essentielle entre le Groupe de la Banque et ses actionnaires. L'Annexe I (Indicateurs de performance des Documents de stratégie par pays) contient un train exhaustif de critères et de directives raisonnables pour aller de l'avant. Il partage la position de son collègue néerlandais que plus d'accent soit mis sur la question des dépenses militaires à l'avenir. Comme son Gouverneur l'a indiqué dans la déclaration officielle qu'il a prononcée pendant les Assemblées annuelles, les Etats-Unis encouragent la poursuite de la participation active de la Banque au PSA, qui est un élément essentiel de mobilisation de ressources pour les pays pauvres du continent africain.

150. Le **REPRESENTANT** de la **SUISSE** estime que les efforts de la Banque sont louables et qu'ils vont dans la bonne direction. Tous les critères énumérés pour l'évaluation de la performance sont à prendre dans le contexte du désir d'aller de l'avant. Il convient néanmoins avec le point de vue de Délégué de la Belgique que la plupart des propositions contenues dans le document sont plus théoriques que concrètes. Le coefficient attribué aux aspects écologiques (0,05 %) est trop faible, mais on peut supposer qu'il a été tenu compte des dépenses militaires. Bien que les 2 % affectés à la gestion publique semblent insuffisants, ils ne sont pas pour lui une cause induite d'inquiétude, puisque le concept apparaît dans d'autres critères antérieurs. Les 45 % et 20 % respectivement affectés à la gestion macro-économique et à la lutte contre la pauvreté semblent trop élevés et laissent dans l'ombre certains éléments nécessaires à l'évaluation des politiques de développement.

151. Enfin, sa délégation apprécie la rapport de la Banque sur la valorisation des ressources humaines, mais aimerait avoir de plus amples détails sur l'application des principes qui y sont énoncés.

T/FT

152. Le **REPRESENTANT DU ROYAUME-UNI** appuie les réserves émises par les orateurs qui l'ont précédé sur la définition par trop étroite des problèmes de l'évaluation d'un développement écologiquement durable. Il fait consigner ses inquiétudes sur le fait que puisque les trois premiers indicateurs (A, B et C) sont censés être la base principale pour la mesure des affectations, le coefficient accordé aux questions écologiques aurait dû être supérieur à 5 %, et inférieur dans le portefeuille du Groupe de la Banque.

153. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** fait observer que sa délégation attache une importance considérable à la discussion en cours. Il est essentiel que les critères en train d'être mis en place pour le lancement du FAD-VII soient appliqués dans la transparence la plus totale. La France considère qu'il est fondamental que le Conseil d'administration puisse disposer à tout moment de toutes les informations nécessaires pour pouvoir décider d'une application souple des critères. Dans ce contexte, il appuie sans réserve les questions posées à la Direction par les précédents orateurs. S'agissant particulièrement de la demande formulée par la Belgique sur le paragraphe 3.3, il estime qu'il ne faut pas accorder trop d'importance à la question de la discrétion et de la délicatesse du sujet. Il est persuadé que l'Administrateur représentant son pays, à l'instar de ses collègues, est parfaitement conscient de la confidentialité de ses tâches, et ne voit aucune raison à ce qu'on refuse aux Administrateurs les documents concernant l'évaluation de la performance.

154. Le **REPRESENTANT du CANADA** estime que le document sur les indicateurs de performance est très utile, et qu'il est avantageux pour le Groupe de la Banque d'être en dialogue avec les pays membres récipiendaires, en vue d'examiner et encourager les améliorations de la performance des pays. Il partage l'opinion que les indicateurs doivent être revus périodiquement et que les questions relative à la protection de l'environnement ainsi qu'à la gestion publique méritent un coefficient plus élevé.

155. Le **PRESIDENT**, concluant les débats sur ce point, fait remarquer que les Plénipotentiaires ont soulevé de nombreux points importants auxquels le personnel de la

Banque devra réfléchir pendant la période à venir. Ils ont fait savoir sans ambiguïté que les efforts de la Direction sont sur la bonne voie en ce qui concerne les indicateurs de performance des pays. Trois points essentiels ressortent des discussions :

- 1) On estime que certains des indicateurs sont soit trop élevés, soit trop bas: le coefficient affecté aux questions de la protection de l'environnement est trop faible ; l'utilisation du plan national d'évaluation environnementale est une base trop restrictive d'évaluation de la performance ;
- 2) les discussions étoffées sur la gestion publique ont permis de mettre le doigt sur l'importance de mettre les dépenses militaires en relation avec les dépenses sociales dans la catégorie de la bonne gestion publique. La question ne se limite pas à l'Afrique, car les Plénipotentiaires y sont fréquemment confrontés dans leurs propres pays ;
- 3) un thème commun à presque toutes les interventions est l'importance relative de la discrétion dans une institution telle que le Groupe de la BAD, et la mesure de la discrétion face à la nécessité de donner des informations au Conseil d'administration, qui est l'instance de décision. Comme la question a été débattue à la Haye et qu'il faut y trouver un juste équilibre, les experts de la Banque doivent prendre contact avec leurs homologues de la Banque mondiale pour proposer différentes solutions de rechange à leur examen à la réunion suivante. Il recommande personnellement de reconnaître la nécessité de fournir à temps aux Administrateurs les informations nécessaires, de ne pas faire un secret de tout, et de recourir en cas de besoin à l'utilisation de messages codés pour des raisons de sécurité.

156. Il aimerait lui aussi avoir des éclaircissements sur l'expression "particularités africaines" employée au paragraphe 4.1.

157. L'Espagne a plaidé pour qu'une plus grande attention soit accordée à la lutte contre la pauvreté qu'aux résultats des politiques, qui sont déterminés par des influences externes.

158. Il invite la Direction à examiner les problèmes qui précèdent et à revenir avec une brève note explicative pour de plus amples discussions, à la réunion suivante.

159. Le Vice-Président **LOUNES** explique que pour la Direction, l'annexe sur les indicateurs de performance représente une approche initiale, elle est évolutive, et ne doit pas être perçue comme une camisole de force. La Direction a tenté de traduire les préoccupations des Plénipotentiaires en tenant compte de différents facteurs qui ne s'appuient pas nécessairement sur des critères objectifs. En deuxième lieu, sur la question de la discrétion et de la nécessité d'établir un équilibre entre le besoin légitime d'information et la transparence, d'un côté, et la nécessité d'un dialogue fiable avec les pays membres récipiendaires de l'autre, la Direction se penchera sur la question et essayera de trouver une formule qui prenne les deux préoccupations en compte.

160. S'agissant des inquiétudes sur l'environnement, il ajoute que le plan national d'action environnementale est mentionné parce qu'il offre un tableau complet de la manière dont un pays donné perçoit les problèmes écologiques et s'engage à les résoudre.

161. Concernant la gestion publique, comme le délégué de Belgique l'a expliqué, c'est une notion horizontale présente dans tous les autres critères. La question des dépenses militaires n'a pas été ignorée ; il concède qu'elle a été englobée dans l'expression "dépenses allant aux secteurs sociaux", dont l'évaluation couvre l'impact des dépenses non productives dans le développement en général.

162. En conclusion, il prend note des commentaires faits par le Plénipotentiaires et les assure que la Direction en tiendra compte pour améliorer la conception des indicateurs de performance.

163. M. FALL ajoute que le document a pour but de recueillir les points de vue et les suggestions des Plénipotentiaires. La Direction a donc pris dument note des échanges qui précèdent. Il souligne néanmoins qu'il est souhaitable d'utiliser des termes courants et aisément identifiables dans un tel exercice. La période dévolue à l'analyse est de 5 ans avant la date de l'évaluation. Les projets présentés par la suite comprennent habituellement un chapitre sur l'examen de la situation économique du pays et les progrès accomplis par rapport aux politiques nouvellement approuvées.

164. L'expression "particularités africaines" peut s'expliquer par le fait qu'il y a des paramètres qui s'appliquent presque exclusivement à l'Afrique, tout comme la bonne gestion publique appartient maintenant au registre du contexte africain.

165. Il rappelle que s'agissant d'information, il a été dit à la Haye qu'un moyen serait trouvé pour fournir aux Administrateurs les documents de stratégie par pays, avec les résultats de l'analyse, mais sans les chiffres, ni les indicateurs utilisés pour arriver aux résultats.

166. Le **PRESIDENT** pense qu'on pourra revenir sur cette question lors de la réunion suivante, sur la base des nouveaux documents que présentera la Direction. Etant donné la nature des discussions sur cette question tant à la Haye qu'à la présente réunion, ainsi que la structure de prise de décision en vigueur au sein de l'Institution, il n'y a réellement pas de justification pour un excès de prudence sur la mise à la disposition du Conseil de chiffres qui sont déjà contenus dans les documents de prêt.

AMELIORATION DE LA QUALITE DES PRETS (ADF-VII/CM.1/93/04) (point 4.1(b))

167. M. OGUNJOBI, après avoir rappelé les réponses données plus tôt dans la matinée sur une application rigoureuse des procédures internes pour l'amélioration de la qualité des prêts, assure les Plénipotentiaires que la qualité des projets et la performance des prêts sont

des préoccupations primordiales pour le Groupe de la Banque. Ainsi la Direction fait-elle constamment des efforts pour améliorer les procédures existantes et introduire de nouvelles mesures pour renforcer la qualité des opérations de prêt.

168. La qualité des PEPP, par exemple, s'améliore grâce aux liens entre les différentes missions d'identification. Il est devenu possible de dresser un programme annuel de prêt à partir du programme-chenille triennal. Davantage d'experts et de consultants sont affectés aux tâches de supervision. Les relations avec les institutions spécialisées ont été développées. Plus de responsabilités ont été déléguées aux bureaux de représentation. Les opérations par pays sont maintenant systématiquement passées en revue pour réajuster ou réorienter les projets selon le cas.

169. La formation du personnel a été enlevée au Centre de formation et rattachée au Département de la Gestion des ressources humaines pour permettre au premier de se concentrer exclusivement sur la formation des fonctionnaires des pays membres régionaux, et améliorer par là la capacité de préparation et de traitement de leurs projets.

170. Dans un nouvel effort, le Président a mis en place un comité de hauts cadres pour étudier les voies et moyens de pousser encore plus loin la qualité des prêts du Groupe de la Banque. Le résultat de l'exercice constituera un élément vital pour l'amélioration de la qualité des projets du FAD-VII.

171. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** a lu le document avec un très vif intérêt. Il a plutôt l'air d'une description abstraite d'un système idéal de préparation de projets. Si la réalité était telle, la Banque africaine de développement serait l'institution la plus merveilleuse du monde. Le document manque d'informations sur la réalité, du genre de celles qu'on ne peut obtenir que si un système adéquat de post-évaluation, indiquant le taux de succès ou d'échec des opérations, est mis en place. Il doit y avoir un département de post-évaluation, clairement indépendant de la Direction, placé sous la direction et la supervision

immédiates du Conseil d'administration, doté de capacités suffisantes pour examiner un grand nombre de projets achevés pour lui permettre de fournir des indications statistiques fiables. Quant au taux d'évaluation requis, il est permis d'en discuter. A la Banque mondiale, il se situe à 45 % de tous les projets achevés. Si un échantillon suffisamment représentatif de tous les projets achevés n'est pas soumis à la post-évaluation par une instance indépendante, il n'existe pas de base pour établir si le système décrit dans le document fonctionne bien.

172. Le **REPRESENTANT de la SUEDE** appuie sans réserve les préoccupations du dernier orateur et invite le Groupe de la Banque à leur accorder une sérieuse attention.

173. Se référant au paragraphe 2.2 (Elaboration des PEPP et des DSP), elle note que le document se contente de décrire la situation, sans présenter convenablement la réalité des stratégies par pays. Ce problème met en question l'objectif réel de l'exercice. La nécessité d'un haut niveau de coordination entre les bailleurs bilatéraux et multilatéraux de fonds dans la préparation des PEPP n'est pas non plus relevée dans le document.

174. En outre, il aurait fallu s'intéresser davantage à la mise en oeuvre et à une structure motivante à la Banque. Pour ces raisons, elle a, dans sa déclaration officielle à l'Assemblée annuelle, recommandé aux BMD telles que la BAD de passer d'une culture d'approbation de projets à une culture de mise en oeuvre de projets.

175. Le **REPRESENTANT du CANADA** est d'avis qu'un cadre adéquat pour la programmation par pays est très important pour l'amélioration de la qualité des prêts. Il appui les commentaires faits par les précédents orateurs concernant les documents de perspectives économiques et programmes par pays et les documents de stratégies par pays qui sont préparés et mis à la disposition des départements opérationnels. Cependant, il constate que le document à l'examen n'a pas développé la contribution de l'évaluation à l'amélioration de la qualité des prêts et la façon dont sont exploitées les leçons tirées de l'évaluation de la performance des projets.

176. Se référant au paragraphe 4.3, il aimerait obtenir davantage d'informations sur d'une part, le Comité composé de la Haute Direction qui sera chargé d'étudier les voies et moyens d'améliorer la qualité des prêts du Groupe de la Banque, ses termes de référence et d'autre part, le délai qui lui a été accordé pour l'accomplissement de sa tâche.

177. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** estime que le document soumis retiendra l'attention des délégués au cours de la présente réunion et de celles à venir, car il joue un rôle centrale dans la question de la qualité du portefeuille des projets du Groupe de la Banque. Toutefois, se référant au paragraphe 2.8, il aimerait prolonger la réflexion pertinente faite par le délégué de la France concernant la coordination. Tout en reconnaissant l'effort qui est fait en la matière, il estime que la meilleure coordination est celle qui a lieu au plan local au moment où un projet est identifié.

178. Selon lui, les missions d'identification doivent en plus du contact qu'elles ont habituellement avec les ministères compétents, les bailleurs de fonds, les ONG et les opérateurs, rechercher l'aide du PNUD qui contrairement à la Banque, possède des bureaux dans plusieurs pays. Il partage le point de vue du délégué français selon lequel l'on ne doit pas attendre le moment où un projet qui est passé par toutes les procédures requises arrive devant le Conseil, pour demander son retrait. Des dispositions doivent être prises bien à l'avance pour éviter le dérapage. Il aimerait avoir des éclaircissements sur la politique future de la Banque en la matière.

179. **Sans** mettre en doute l'importance de l'évaluation à postériori, il privilégie l'évaluation qui se fait concomitamment avec l'exécution du projet. Les missions de supervision ne doivent pas seulement se préoccuper de la poursuite des plans initiaux du projet, mais doivent pouvoir proposer des mesures à prendre pour corriger le tir ou opérer des changements si cela s'avère nécessaire. Par conséquent, il aimerait connaître la flexibilité dont disposent les mécanismes existants en vue d'apporter aux projets les corrections qui s'imposent.

180. Le **REPRESENTANT** du **DANEMARK** est d'avis qu'un système indépendant d'évaluation est une nécessité impérieuse. L'objectif du département d'évaluation ne doit pas seulement être le dénombrement du pourcentage des projets réalisés de manière satisfaisante, mais l'orientation des départements opérationnels vers la qualité des projets. Cet aspect qui n'a pas été développé dans le document est à l'origine du rapport Wepenhans. Le Groupe de travail qui sera constitué doit prendre cet exercice au sérieux et être très critique vis-à-vis de l'institution afin d'atteindre le résultat escompté.

181. Il exprime sa satisfaction pour les dispositions contenues dans le paragraphe 2.6 relatives à l'élaboration des PEPP et des DSP. Il espère que l'objectif visé sera rapidement atteint.

182. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** fait observer que les problèmes rencontrés ne sont pas spécifiques au Groupe de la Banque, mais communs à toutes les institutions de développement. De plus, le FAD opère dans un environnement assez contraignant et il félicite la Direction pour les efforts inlassables déployés. Cependant, il évoque les préoccupations de son pays dans le domaine de la qualité des projets. Des statistiques sont tenues par des techniciens expérimentés concernant le nombre de projets soutenus par les Etats-Unis d'Amérique au Conseil d'administration, ceux auxquels ils se sont opposés ou abstenus. Il ressort de cette analyse que de plus en plus de projets ne sont pas satisfaisants. Devant cette situation inquiétante, il convient de s'interroger au cours des présentes négociations sur le type de projet que le FAD doit financer de manière satisfaisante ou du secteur sur lequel il doit concentrer ses efforts, notamment le secteur social ou l'infrastructure. Par ce choix, le FAD laissera les autres secteurs aux Gouvernements et aux agences bilatérales et multilatérales.

183. Le temps où l'on considèrerait le retrait ou l'annulation d'un projet comme un échec est révolu. Les mentalités ont changé. C'est plutôt la non-réussite d'un projet qui est préoccupant. C'est pourquoi il faudra établir des règles flexibles qui permettront d'intervenir

à temps afin de modifier, d'adapter ou d'annuler les projets qui rencontrent des problèmes et qui risquent d'échouer. Le fait de vouloir approuver un nombre plus important de projets chaque année ne doit pas prédominer compte tenu de la rareté de fonds disponibles. Il serait judicieux de marquer un arrêt pour reconsidérer les objectifs et les besoins du continent. Les procédures d'évaluation et de supervision doivent être repensées et les secteurs d'intervention identifiés afin d'atteindre de meilleurs résultats. Le FAD peut contribuer efficacement au développement de l'Afrique, mais il faudra user d'un esprit critique afin de le rendre plus performant.

184. Le **PRESIDENT** considère très pertinentes les remarques faites par le délégué des Etats-Unis d'Amérique concernant la définition des priorités et des secteurs d'intervention du FAD. Ces éléments pourront servir de base aux négociations du FAD-VII.

185. Le **REPRESENTANT** de l'**AUTRICHE** souscrit aux déclarations du précédent orateur. Tout comme le délégué de la Suisse, elle estime que l'on doit insister sur la supervision et le contrôle des projets en cours. La préparation des rapports d'achèvement des projets et des rapports d'évaluation retrospective est utile, mais les leçons à tirer arrivent trop tard pour permettre de modifier les projets en cours. Elle encourage la Direction à renforcer le mécanisme mis en place pour assurer la supervision et le contrôle des projets.

186. Le **REPRESENTANT** du **ROYAUME-UNI** rappelle que lors des négociations du FAD-VI, l'accent avait été mis sur la nécessité de fournir au Conseil de plus amples informations sur les projets à travers les fiches de projets et le résumé trimestriel des projets dans le pipeline. Si des progrès significatifs ont été réalisés en ce qui concerne les fiches des projets, il n'en est pas de même du résumé trimestre dont la publication se fait de manière sporadique. Compte tenu des avis qui ont été exprimés pour une approche participative plus accrue au développement, il serait approprié que la Direction améliore la périodicité de la parution dudit résumé trimestriel.

R/AS

187. Le **REPRESENTANT** de la **FRANCE** a le sentiment qu'en matière d'amélioration de la qualité des projets, le FAD-VI a permis à la Direction d'accomplir un travail constructif et qu'elle est à présent en mesure de présenter un cadre conceptuel convenable comme le révèle le document à l'examen. Toutefois, il s'associe aux déclarations du délégué du Royaume-Uni selon lesquelles de grands efforts ont été fournis dans le domaine de l'information, mais que beaucoup reste néanmoins à faire. Il assure la Direction du soutien de son pays pour la mise en oeuvre des décisions qui seront prises en la matière.

188. S'agissant de la coordination, il estime que ce cercle d'échange d'expériences ne doit pas se limiter aux seules institutions de l'ONU telles que mentionnées dans le document. Il doit être élargi aux bailleurs de fonds importants d'Afrique qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux et cela tant dans le domaine de l'identification que de la supervision des projets.

189. Il estime très important le travail effectué par le Bureau d'évaluation des projets. Une telle évaluation doit être permanente et doit permettre d'éviter l'acharnement thérapeutique. Les efforts pour une évaluation objective des projets doivent se faire en liaison avec le Conseil d'administration. Son pays est disposé à appuyer la Direction sans les mesures qui seront prises pour une amélioration constante des procédures de coordination et d'audit, mais il souhaite que tout se fasse dans la transparence.

190. Le **REPRESENTANT** des **PAYS-BAS** fait observer que l'amélioration de la qualité des projets ne doit pas entraîner une multiplication d'études, la formulation de nouvelles stratégies et le redéploiement du personnel. Le délégué de l'Allemagne a mis l'accent sur les éléments requis à savoir le renforcement de l'évaluation retrospective et l'amélioration de la qualité des documents de stratégie. Il serait plus pratique de combiner les PEPP et les SDP en un seul document comme l'a suggéré le délégué du Royaume-Uni. Il s'interroge sur la participation des experts sectoriels dans la préparation des documents de stratégie. Il craint qu'au lieu d'être un guide pour les activités du Fonds, cet instrument ne soit transformé en un manuel de définition de priorités et de secteurs. Il estime que les

objectifs des projets doivent être redéfinis afin qu'ils soient en conformité avec ceux de l'institution.

191. Le **PRESIDENT**, faisant la synthèse des débats, attire l'attention sur les points principaux développés par les délégués. Il s'agit entre autres de l'évaluation retrospective, de l'évaluation continue et de l'autonomie relative de l'Unité d'évaluation. Des commentaires ont été faits sur les PEPP et les DSP et sur la possibilité de fusionner les deux documents en un seul. L'importance d'une coordination élargie a été soulignée. Compte tenu de la complexité des problèmes que rencontrent les projets en Afrique, l'on ne peut pas faire cavalier seul. Un système de coordination bien établi permettra d'éviter des contre-performances.

192. Les différentes remarques faites y compris la proposition du délégué des Etats-Unis d'Amérique relative au choix des projets à financer et les secteurs sur lesquels le FAD pourrait concentrer ses efforts, feront l'objet de discussions plus approfondies au cours des prochaines réunions.

193. Le Vice-Président **LOUNES** (BAD), réagissant aux questions posées concernant la coordination et le Comité qui sera mis en place, est d'avis que la coordination entre le FAD et les différents bailleurs de fonds qui interviennent en Afrique est un élément d'efficacité pour les deux parties. Cependant, la coordination ne doit pas prendre une allure unilatérale, des efforts doivent être fournis, de part et d'autre afin de converger les approches. La Direction partage les points de vue exprimés et fera de son mieux pour améliorer le dialogue.

194. En ce qui concerne les termes de référence du Comité indépendant qui sera institué pour étudier la qualité du portefeuille des projets du Groupe de la Banque, il énonce qu'un projet desdits termes de référence avait déjà été préparé, mais il n'a pas encore été publié à cause de l'identification de la personnalité de haut niveau qui aura la charge de présider

ledit Comité. Ils est possible qu'une fois choisi, ce dernier enrichisse probablement les termes de référence. Toutefois, le Président de la Banque espère que le groupe de travail déposera ses conclusions vers le début de l'année prochaine.

195. M. OGUNJOBI (BAD) parlant de la coordination, souligne que la Banque est en contact avec la quasi totalité des bailleurs de fonds bilatéraux. Des instructions spécifiques sont données aux membres des missions qui vont sur le terrain afin qu'ils aient des entretiens avec les autres bailleurs de fonds. Il arrive souvent qu'un aide-mémoire est préparé à la fin des entretiens. Dans les pays où la Banque a des bureaux régionaux, les Représentants résidents sont en général membres des équipes locales des bailleurs de fonds et participent activement aux discussions qui s'y déroulent. Il convient de relever que la coordination avec les agences de l'ONU ne concerne pas uniquement les cas du cofinancement, mais se rapporte également à la coopération dans le but d'améliorer la qualité des projets grâce à l'apport de leurs experts dans la préparation et l'évaluation des projets.

196. S'agissant de la post-évaluation, il indique que les rapports d'évaluation retrospective sont examinés par les Comités et des Conseils et parfois en séance plénière des Conseils.

197. M. MERGHOUB (BAD) abondant dans le sens du précédent orateur, ajoute qu'en plus du rapport d'achèvement des projets et du rapport d'évaluation retrospective, le département d'évaluation prépare un document sur les résultats de l'ensemble des projets audités destiné à l'amélioration des projets.

198. Le Bureau du Vérificateur, organe qui à sa connaissance est unique au Groupe de la Banque, procède également à la vérification des décaissements et des procédures de l'acquisition des biens et services. Le rapport qui sanctionne cette vérification est utilement exploité par les départements opérationnels.

199. Conscient de ses lacunes, le Groupe de la Banque apprécie les suggestions qui lui sont faites et tire déjà des enseignements du rapport Wepenhans afin d'identifier la meilleure façon de superviser les projets sans se substituer aux pays emprunteurs ou aux agences d'exécution. La réduction du volume du programme opérationnel pour se concentrer sur l'exécution des projets ne posera aucun problème majeur à la Direction.

200. Le **REPRESENTANT de la FRANCE**, se déclare préoccupé par la dernière partie du paragraphe 3.10 qui stipule que "le Groupe de la Banque réexaminera régulièrement son portefeuille en vue d'accélérer les mesures de redressement qui peuvent être prises pour assurer l'exécution harmonieuse des projets ou pour les reformuler en vue d'obtenir le maximum d'avantages". Il craint que l'expression "les reformuler en vue d'obtenir le maximum d'avantages" ne donne lieu à des acharnements thérapeutiques ou à vouloir maintenir à tout prix en vie des projets dont l'évaluation aurait révélé la non conformité avec les besoins et les objectifs du pays.

201. Il existe un écueil dans lequel le Groupe de la Banque doit éviter de tomber ; c'est celui qui consiste à considérer un projet qui a fait l'objet de décision de Conseil comme une enveloppe dont le montant correspondant revient de droit au pays. Ainsi même si le projet en question doit être reconsidéré, l'on recherche d'autres solutions pour permettre au pays de dépenser le montant équivalent. Il estime que l'on ne doit pas confondre les préoccupations relatives aux projets avec celles ayant trait à une enveloppe. Au cas où un projet devrait être reformulé suite à un réexamen effectué par la Direction, la décision doit être prise en toute transparence et en collaboration avec le Conseil d'administration.

202. **M. OGUNJOBI** intervient pour clarifier un malentendu qui, à son avis, entoure le paragraphe 3.10. Il précise que la reformulation dont il est question est celle qui est effectuée lors de la supervision du projet. Lorsqu'un expert du département du programme par pays signale une anomalie sur un projet, l'on fait appel à une mission technique qui prend contact avec le Gouvernement pour trouver une solution au problème qui se pose. S'il s'avère

qu'une reformulation du projet s'impose, elle est faite en tenant compte des changements circonstanciels. Aucune reformulation n'est entreprise après l'évaluation retrospective. C'est lors de l'exécution du projet que l'on procède à des adaptations afin de s'assurer que les objectifs visés seront atteints.

203. Le **PRESIDENT** faisant l'écho des préoccupations maintes fois reprises du délégué de la France, déclare que tout changement dont pourrait faire l'objet un projet en cours d'exécution doit être au préalable soumis au pays bénéficiaire et l'information doit être repercutée sur le Conseil d'administration. Le monde étant petit, il serait plus appréciable que les membres du Conseil reçoivent les informations nécessaires de la part de la Direction plutôt que de les obtenir ailleurs.

204. Le Vice-Président **LOUNES (BAD)** tout en reconnaissant le bien-fondé du point de vue du délégué de la France, déclare que la Banque, comme l'ont souligné plusieurs délégués veut essayer de tirer des leçons de la supervision des projets en cours. Lorsqu'il s'agit de difficultés mineures à redresser, les dispositions sont prises en collaboration avec le Gouvernement bénéficiaire. Mais en cas de problèmes majeurs qui nécessitent de modifications importantes, plutôt que de recourir à l'acharnement thérapeutique, le projet est de nouveau soumis au Conseil conformément à une procédure interne en la matière.

205. **M. MERGHOUB (BAD)** fait observer qu'un état d'avancement de tous les projets en cours dans un pays emprunteur est préparé dès que la Direction soumet une nouvelle demande de prêt provenant de ce pays. Les spécificités d'un prêt étant reprises dans l'accord de prêt que signent les deux parties, la Direction ne peut pas se permettre de changer notablement un projet sans être rappelée à l'ordre par le département juridique. Il n'est pas possible de transformer du jour au lendemain, un projet agricole en un projet d'irrigation sous prétexte qu'il rencontre des difficultés. La Direction ne peut procéder à des changements de cette nature sans se référer au Conseil d'administration. Ce ne sont que les redressements

mineurs qui permettent au projet d'atteindre l'objectif fixé qui sont entrepris en accord avec les autorités du pays concernés.

La séance est levée à 16 h 55.

**COMPTES RENDUS ANALYTIQUES PROVISOIRES
DE LA DEUXIEME SEANCE**

tenue à la Salle des Fêtes, Palais des Congrès, Hotel Ivoire,
Abidjan, (Côte d'Ivoire) le samedi 15 mai 1993 à 9 h 5

QUESTIONS DE POLITIQUES A EXAMINER POUR LE FAD-VII (point 4 de l'ordre du jour) (suite)

ENVIRONNEMENT : MISE EN OEUVRE DES DIRECTIVES ET PROGRAMMES DANS LE CADRE DU FAD-VII RENFORCE (ADF-VII/CM.1/93/05) (point 4.1c de l'ordre du jour)

206. M. KARIISA (BAD) indique que le document a essayé de résumer l'état d'exécution des directives environnementales particulièrement concernant la formation, le progrès accompli dans le criblage de divers projets et l'évaluation de l'impact environnemental (EIE). Il a souligné les progrès réalisés jusque là par la Direction et les améliorations qui pourront encore être apportées en vue de bien se positionner dans le processus de l'évaluation de l'impact environnemental.

207. Le document a également relevé le lien étroit qui existe entre la réduction de la pauvreté et l'environnement ainsi que les intentions de la Direction d'utiliser les documents de **perspectives économiques et programme par pays (PEPP)** et d'autres études sectorielles et **économiques** comme un moyen permettant de mettre davantage d'accent sur les secteurs **opérationnels critiques**. Un programme pilote a déjà été lancé en faveur des profils de **pauvreté par pays et d'environnement par pays** par le canal de l'aide bilatérale.

208. Le document décrit en outre, les perspectives des activités telles que l'implication financière de l'Agenda 21 de Rio de manière à rehausser les plans et les programmes environnementaux. Il fournit un aspect purement indicatif des ressources requises et plaide

pour des ressources supplémentaires du Fonds en vue de préparer et de mettre en oeuvre les plans et les programmes environnementaux appropriés jugés nécessaires pour augmenter la capacité d'absorption des pays membres dans le domaine de l'environnement. Des chiffres indicatifs et des multiplicateurs provenant des pays membres régionaux qui ont mis en oeuvre les plans d'action environnementaux nationaux (PAEN) ont été cités.

209. Enfin, le document attire l'attention sur l'étude relative au mécanisme de financement de la préparation des projets environnementaux africains, concept qui a été initié conjointement par la BAD, la CEA et la Banque mondiale après le Sommet de Rio en vue de fournir une valeur ajoutée supplémentaire au mécanisme de financement, aux structures existantes pour que les pays membres puissent commencer à mettre en oeuvre l'ordre du jour post-Rio.

COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS

210. Le **RÉPRESENTANT de l'ARABIE SAOUDITE** se référant au paragraphe 2.1.1, demande des éclaircissements et des justifications concernant les activités des consultants bénéficiant d'un contrat à court terme.

211. D'autre part, il aimerait savoir si la dotation de l'Unité de l'environnement d'un effectif de douze (12) personnes est appropriée. Il propose qu'une étude soit faite auprès des autres institutions soeurs en vue de déterminer le nombre adéquat d'effectif pour cette Unité.

212. Enfin, se référant aux trente trois (33) projets classés dans la catégorie I, il s'interroge sur l'existence d'autres cofinanciers et sur le résultat de l'évaluation desdits projets.

T/AS

213. Le **REPRESENTANT** de la **BELGIQUE** constate avec satisfaction que le document traduit l'ampleur de la détermination de la Banque à explorer des nouveaux domaines de l'environnement.

214. Cependant, quatre remarques s'imposent. La première consiste à souligner la bonne orientation des propositions faites, en particulier la classification des projets en trois catégories. Il apprécierait la création d'une autre catégorie destinée aux projets ayant pour objectif précis l'amélioration de l'environnement.

215. Il souligne dans sa deuxième remarque, l'importante contribution faite par les ONG africains malgré l'insuffisance de la couverture des médias. Il préconise que la coopération entre la Banque et ces ONG ne se limite pas seulement au suivi du Sommet de Rio, mais que l'accent soit également mis sur les ONG dans la gestion des projets classiques. Dans ce contexte, il aimerait qu'une attention spéciale soit accordée au problème particulier de la pauvreté des populations africaines dans le cadre de l'année internationale des populations pauvres.

216. Troisièmement, il estime que la régionalisation des problèmes spécifiques auxquels sont confrontés les pays africains dans le domaine de la protection de l'environnement doit être soulignée dans le document.

217. Quatrièmement, il s'interroge sur la création d'un nouveau mécanisme de financement en l'occurrence le mécanisme de financement de la préparation des projets **environnementaux** africains, dans la mesure où il existe déjà des mécanismes tels que le Fonds d'assistance technique du FAD et la coopération technique bilatérale ainsi que les nombreuses opportunités qu'offrent ces mécanismes. Il n'est pas convaincu que la multiplication de nouveaux mécanismes de financement destinés à des objectifs spécifiques, conduira nécessairement au succès et à l'efficacité.

T/AS

218. Enfin, dans un commentaire général, il souhaite qu'une plus grande attention soit accordée à la mise en oeuvre des politiques du FAD et au rôle plus actif que pourraient jouer les Bureaux régionaux et nationaux particulièrement à travers l'identification, le suivi et l'exécution des projets.

219. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** souscrit aux commentaires concernant le lien entre l'allègement de la pauvreté, la population et l'environnement. Ce lien étroit doit naturellement permettre de souligner davantage l'amélioration des conditions de vie des pauvres des régions rurales à travers l'intégration de projets visant l'amélioration d'une agriculture pérenne, les soins de santé primaire et l'éducation. Une telle activité centrale du FAD dans la période que sera couverte par la prochaine reconstitution doit être reflétée dans le document.

220. Eu égard à la proposition relative au mécanisme de financement de la préparation des projets et l'environnement africains, il plaide pour une approche plus intégrée plutôt que pour un mécanisme séparé.

221. Se référant à la page 7, paragraphe 2.3.3 du document, il demande à la Direction de lui expliquer la phrase "le Groupe de la Banque est même allé plus loin en intégrant l'évaluation de l'impact sur l'environnement à toutes les futures études de faisabilité des projets d'investissement".

222. Le **REPRESENTANT du JAPON** se félicite du fait que la Direction à traiter le problème environnemental.

223. Il s'étonne tout comme les délégués de la Belgique et du Pays-Bas de la nécessité de créer d'un nouveau mécanisme de financement et il est porté à croire que cela engendrerait un double emploi avec le Fonds d'assistance technique (FAT). Il lance un appel pour une utilisation effective du FAT.

224. En ce qui concerne le besoin d'accroître l'effectif tel que décrit au paragraphe 4.1.3, il indique que des efforts intensifs doivent être déployés par la Direction afin de remédier au problème d'effectif par le biais du programme de redéploiement.

225. Le **REPRESENTANT du CANADA** félicite également la Direction au sujet du document. Il reconnaît et apprécie le travail important accompli par la Direction et le niveau des engagements relatifs au problème environnemental.

226. Il est particulièrement sensible à l'établissement de relations avec les organisations non-gouvernementales (ONG) et les autres organisations internationales et souhaiterait que la Banque accroisse davantage ses activités dans ce domaine afin de pouvoir aider les pays membres à développer des stratégies et des plans appropriés.

227. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** considère le document comme un complément utile aux activités du FAD, particulièrement en ce qui concerne l'environnement et l'allègement de la pauvreté.

228. Il approuve le programme d'activités futures, mais ne partage pas l'idée d'un mécanisme institutionnel évoquée dans le document. Il a l'impression que la Banque vient juste d'atteindre le niveau où elle était attendue plus tôt au cours de la période du FAD-VI.

229. Il partage les réserves exprimées par le délégué de la Belgique concernant le mécanisme de financement de la préparation de projets environnementaux africains proposé.

230. Il souligne également que le document de la Direction aurait dû insister davantage sur le besoin de coordination, particulièrement sur la préparation des programmes nationaux, d'évaluation environnementale. Il salue la création du Réseau pour l'environnement et le développement durable en Afrique (NESDA) qui qu'abriteront les locaux du siège de la Banque et attire l'attention de la Direction sur le fait que plusieurs autres organisations

donatrices travaillent sur cet aspect de l'environnement. Il faudra en conséquence procéder à une division des tâches afin d'éviter un double emploi dans les efforts.

231. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** exprime sa satisfaction pour le progrès accompli dans la mise en oeuvre des directives et programmes du FAD-VI. La Direction a montré son ardeur et a élargi ses engagements en intégrant les dimensions environnementales dans ses projets. Néanmoins, il se demande si le document n'est pas un peu trop théorique dans la mesure où il fait apparaître des hésitations en ce qui concerne la classification des projets. D'ailleurs, il considère que certaines classifications ont été effectuées de manière trop rapide. En conséquence, il juge absolument nécessaire que la Direction travaille dans la plus grande clarté et transparence vis-à-vis du Conseil d'administration.

232. Il estime en outre que les questions environnementales ne doivent pas être imposées aux pays de manière artificielle, mais doivent obtenir au préalable leur assentiment.

233. Il est également porté à croire que la politique concernant l'allègement de la pauvreté n'a pas reçu l'attention requise ; il constate avec regret que le FAD-VI est légèrement en retard sur le programme établi pour la mise en oeuvre de ces directives, ces dernières étant soumises tardivement au Conseil d'administration.

234. Enfin, à l'instar des précédents intervenants, il émet des sérieuses réserves concernant la création du mécanisme de financement de la préparation de projets environnementaux africains. A son avis, la protection de l'environnement est une partie intégrante du développement doit par conséquent être incorporée dans toutes les politiques, doit programmes et projets de développement et ne doit donc pas faire l'objet d'un mécanisme particulier de financement.

T/AS

235. Le REPRÉSENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE félicite la Direction pour les efforts significatifs qui ont été déployés tant au plan politique que celui de développement dans le domaine de l'environnement.

236. Il congratule également la Banque pour le progrès réalisé et fait l'écho des remarques faites par le délégué du Royaume-Uni à savoir que la Banque a commencé à atteindre le genre de résultat attendu depuis le début.

237. Il déclare que sans une direction crédible dans le domaine de l'environnement, les banques multilatérales de développement ne pourraient pas s'attendre à un avenir sûr et bénéficier d'un appui interne dans leurs pays. Il explique que la pression sur le Fonds est peut être la répercussion de celle exercée sur les activités d'un environnement et d'un développement durables. Cette pression a évolué au point de devenir une force difficile à maîtriser et dont l'urgence ainsi que l'importance d'une coopération constructive avec la Direction ne pourraient être plus accentuée.

238. Il demande à la Direction de continuer à accorder davantage d'attention à la classification des projets, au calendrier et à la disponibilité de l'évaluation de l'impact environnemental.

239. Il apprécierait une franche évaluation de la part de la Direction de la manière dont les ONG pourraient contribuer de manière significative aux opérations du Groupe de la Banque.

240. Il estime que le sujet à l'examen concerne probablement la responsabilité la plus difficile placée sur la Banque dans le domaine de l'environnement et de l'attention à accorder au développement durable, y compris la santé, l'évaluation et la femme dans développement.

T/AS

241. Il félicite une fois de plus M. Kariisa et son personnel pour le rôle de leadership qu'ils jouent dans le domaine de l'environnement.

242. M. KARIISA (BAD) remercie tout d'abord les délégués pour leurs commentaires et remarques et leur donne l'assurance que la Direction en tiendra compte pour ses opérations futures.

243. Il fait observer que le mécanisme de financement de la préparation de projets environnementaux africains est une disposition tripartite entre la Coalition mondiale pour l'Afrique, la BAD et la Banque mondiale en vue de réaliser certains des objectifs de Rio. La BAD, voulant s'assurer de la viabilité du mécanisme avant d'y injecter des ressources, a demandé le financement de la Coalition mondiale pour l'Afrique pour une étude de pré-faisabilité du mécanisme. Le rapport y afférent n'a pas encore été ni examiné ni finalisé. Il explique que la Banque n'insiste pas sur la création du mécanisme comme s'il s'agit d'une obligation de sa part, mais plutôt comme s'agissant d'un moyen pour coordonner les efforts environnementaux en Afrique et prendre connaissance du nombre de bonnes volontés disponibles et disposées à soutenir les activités environnementales dans la région. Il regrette le fait que les bonnes volontés pourraient se perdre, car les gouvernements reçoivent plusieurs offres de financement pour différentes sortes de plans d'action environnementaux.

244. La Direction estime que la coordination de plans d'action environnementaux nationaux (PAEN) est indispensable pour aider les gouvernements à mieux coordonner leurs efforts en vue de la réalisation de "l'Agenda 21".

245. Il révèle que l'utilisation des consultants dans différentes activités liées au cycle du projet et à la formation n'est pas spécifique au domaine de l'environnement, mais est valable pour plusieurs autres secteurs où la compétence requise fait défaut à la Banque. En outre, compte tenu des différentes activités en cours à la Banque, des consultants sont parfois recrutés pour pallier aux insuffisances d'effectif.

246. En ce qui concerne les 33 projets classés dans la catégorie 1, il indique que la majorité d'entre eux sont financés par le Groupe de la Banque et les pays concernés. Dans des cas où il y a un cofinancier, la Direction l'informe si nécessaire des exigences de la Banque en matière d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) en accord avec la classification environnementale du projet. Toutefois, lorsque les procédures du cofinancier n'exigent pas un volet EIE, la Banque entreprend de le faire et à ce jour aucun problème n'a émergé dans ce domaine.

247. Quant à l'importance d'une meilleure intégration de l'EIE dans les études de faisabilité, il déclare que contrairement au passé où les études de faisabilité étaient faites sans considérations adéquates de l'aspect environnemental, les projets actuels du Groupe de la Banque sont soumis à un contrôle environnemental obligatoire dès le début de l'étape de faisabilité.

248. Concernant la question de traduire en pratiques opérationnelles le lien entre la population, l'allègement de la pauvreté et l'environnement, il révèle que la Direction est en train de finaliser des directives sur le programme d'action pour l'allègement de la pauvreté. Les directives pour le développement de la population est aussi en voie d'achèvement, elles seront prêtes au cours de l'année. Ayant déjà élaboré, les directives environnementales, la Direction projette de préparer avec le concours d'une aide bilatérale américaine, des directives sectorielles plus détaillées permettant l'incorporation de divers éléments des PEPP, des programmes de formation et autres facteurs économiques afin de permettre au personnel de les interpréter de manière plus fonctionnelle.

249. Eu égard aux ONG, en particulier celles qui sont en Afrique, il souligne que la Banque fait des efforts croissants à travers différents séminaires, ateliers et fora en vue de développer de liens fructueux de coopération avec ces organisations permettant ainsi à la Direction de tirer profit de leurs expériences spéciales et de leur savoir-faire multidisciplinaire en énergie populaire en vue d'améliorer les éléments qui interviennent à

différentes étapes de la gestion des projets de la Banque. Il regrette le problème de communication que soulève l'absence d'organisation-parapluie aux ONG. Néanmoins, il donne l'assurance aux délégués que la Banque continuera de rechercher les voies et moyens appropriées pour que les ONG deviennent des partenaires efficaces de développement en Afrique.

250. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** exprime son appréciation pour les réponses et les explications données par la Direction, mais il aimerait connaître le point de vue de la Direction sur les petits projets dont s'occupent les ONG, s'ils pourraient constituer un type d'activité appropriées qui intéresseraient le Fonds dans le cadre de l'aide au développement durable et à l'allègement de la pauvreté.

251. **M. KARIISA (BAD)** reconnaît que les ONG africains disposent de ressources limitées ce qui réduit leurs possibilités à dialoguer avec différents donateurs. Aussi elles ne sont pas des clients officiels des banques, mais des agences indépendantes. La Direction est en train d'examiner des cas d'espèce. Il est vrai, qu'elle ne dispose pas de moyens adéquats pour les soutenir, mais il conviendrait d'examiner la possibilité d'aider à travers des dons modestes ces genres d'activités afin que les ONG puissent faire promouvoir certains de leurs projets. Il rappelle que parmi certains projets du FAD il y a eu des activités limitées d'ONG qui ont été financées à travers des mécanismes-parapluie. De telles procédures pourraient être élargies. Enfin, il croit qu'il serait plus judicieux d'étudier la question de manière plus approfondie.

252. Le **PRESIDENT** conclut que les discussions sur la question de l'environnement vont se poursuivre lors de la prochaine réunion sur les négociations du FAD-VII et propose aux délégués d'examiner à présent le point 4.2 sur les priorités en matière de politiques pour le FAD-VII.

T/AS

PRIORITES EN MATIERE DE POLITIQUES POUR LE FAD-VII (ADF-VII/CM.1/93/06 - ADF-VII/CM.1/93/05) (point 4.2 de l'ordre du jour)

COMMENTAIRES GENERAUX

253. Le **PRESIDENT** suggère d'avoir une discussion fondamentale sur les priorités du FAD-VII en se basant sur l'introduction générale faite la veille par le délégué des Etats-Unis d'Amérique afin de déterminer en premier lieu les priorités réelles du FAD. Il rappelle également certaines des remarques pertinentes faites par les Administrateurs régionaux lors de l'entretien qu'il a eu avec eux la veille sur la question. Il pense qu'il serait plus avisé de retourner aux objectifs de base assignés au Fonds à sa création et d'examiner les priorités qui permettront de le différencier des autres Fonds et qui le rendront plus prospère.

Il en est ainsi décidé.

254. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** estime que le Fonds devra peut-être réajuster l'accent mis sur certaines de ses activités afin de refléter sa spécificité africaine et faire valoir son rang de leader dans les contraintes liées au développement en Afrique. Il se rappelle avoir lu dans le rapport annuel du FAD, le sens que revêtent les dispersions sectorielles en Afrique et les priorités économiques conflictuelles que le Fonds a supporté dans le passé. Il suggère que l'on demande à la Direction du Fonds d'examiner quelques uns de ces secteurs, et de conseiller aux Délégués de concentrer les activités du Fonds en particulier dans les domaines du développement durable, des infrastructures et dans la façon de cerner les impératifs de l'environnement. La BAD peut prendre le devant dans la préservation de ces acquis. Sa première réflexion était que la BAD pouvait investir dans le développement des ressources humaines, et l'infrastructure, et le FAD prendrait la direction des questions environnementales. Il croit que le Fonds pourra susciter des forces politiques et intellectuelles à travers le monde et faire la démonstration d'une approche africaine efficace du développement du continent.

255. Le **REPRESENTANT de l'ARABIE SAOUDITE**, recommande qu'au moment de fixer les priorités en matière de politiques pour le FAD VII, il soit tenu compte du fait que la plupart des pays bénéficiaires ne sont pas éligibles aux prêts de la BAD. Les efforts de la Banque et du Fonds devront donc être complémentaires. L'accroissement de la production agricole devra être soutenu par un développement approprié des infrastructures. Il ne servirait à rien de limiter les priorités au secteur agricole en termes d'allocation de ressources, quand dans les faits il n'existe pas d'infrastructures appropriées pour conserver et écouler les produits agricoles vers les zones urbaines.

256. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** se réjouit de la décision prise par la Direction de centrer l'attention, au cours des trois prochaines années, sur la lutte contre la pauvreté, particulièrement au moyen de projets favorisant un développement durable. Il appelle l'attention sur l'Article 2.2 de l'Accord portant création du FAD qui énonce clairement le mandat de l'Institution, notamment aider la BAD à atteindre cet objectif primordial. Il supporte en conséquence les vues exprimées par le Délégué de l'Arabie Saoudite sur la nécessité de la complémentarité entre les opérations de la Banque et du Fonds, en particulier dans les secteurs agricole et social.

257. Le **REPRESENTANT du CANADA** convient avec le Délégué américain que le FAD doit continuellement prouver qu'il est un instrument de développement efficace et effectif doté d'un avantage comparatif unique. A son avis, il faut accorder la priorité à la lutte contre la pauvreté, la femme dans le développement et l'environnement dans le cadre du FAD VII.

258. Le Fonds doit donner un sens large au terme "développement" et veiller à ce que ses interventions ait un impact direct sur les différentes composantes du développement durable.

T/CM

259. Parce qu'il a un rôle très important à jouer dans les efforts de développement des pays membres emprunteurs, le Fonds doit établir un dialogue effectif avec ces derniers pour la formulation de leurs stratégies de développement. En fait, le Fonds doit projeter la vision que les pays africains doivent avoir de leur continent et dans le même temps les encourager à suivre la voie de l'intégration économique.

260. Le **REPRESENTANT de la SUISSE**, se référant à la priorité à accorder à la lutte contre la pauvreté, fait observer que la Banque et le Fonds ne sont pas des ONG, et doivent, par conséquent, obéir à des règles opérationnelles et financières strictes. En outre, l'expérience a montré que la question de la lutte contre la pauvreté est à certains égards politisée car elle sous-entend donner la liberté d'expression à des peuples qui en ont longtemps été privés. Les projets conçus dans ce contexte devraient donc être systématiquement exécutés selon le rythme propre des populations cibles. En fait, les programmes de lutte contre la pauvreté devraient être initiés de préférence par les ONG et les agences de coopération bilatérale et les institutions multilatérales devraient s'occuper de leur développement et de leur financement.

261. Il devrait également être donné l'occasion aux consultants locaux de participer à l'exécution des projets grâce à des "joint-ventures". De même, les travaux de maintenance à effectuer par la suite pourraient être confiés aux firmes locales.

262. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** croit que l'essentiel de la proposition faite par le Délégué américain la veille et réitérée à cette séance, tourne autour de la nécessité de recentrer et de limiter le rayon d'action du Fonds au développement des infrastructures sociales. Il fait remarquer que le FAD est l'une des nombreuses agences de coopération multilatérale à aider les pays membres régionaux à atteindre un développement durable ; il faudrait donc coordonner ce type d'assistance pour éviter la duplication des efforts.

T/CM

263. A son avis les priorités du Fonds devraient être, entre autres, la promotion des investissements et la protection de l'environnement. Des efforts doivent être consentis pour améliorer l'efficacité des investissements réalisés qui implique la prise en compte du contexte macro-économique. Sa délégation attache une importance particulière à la participation effective du Fonds aux efforts d'ajustement structurels et de réformes économiques des pays bénéficiaires. A cet égard, le programme de politiques accepté dans le cadre du FAD-VI demeure valable ; le Fonds a commencé à mettre en place les mécanismes et les procédures. Il faut donc lui donner le temps de les renforcer et de les développer dans le cadre du FAD-VII.

264. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** estime que le FAD-VII doit être une continuation du FAD VI puisque les priorités fixées dans le cadre du FAD VI sont toujours valables, ainsi que l'a souligné le Délégué du Royaume-Uni. La France est convaincue de la légitimité et de la pertinence des activités du Fonds dans ces domaines prioritaires. Il y a des domaines vitaux pour le développement de l'Afrique, qui doivent par conséquent être pris en charge par le FAD qui est bien au fait des questions d'environnement.

265. Il a cependant constaté, lors de la revue à mi-parcours du FAD-VI, que toutes les politiques formulées n'ont pas été entièrement mises en oeuvre. Bien que des progrès aient été réalisés dans les domaines tels l'environnement, beaucoup reste encore à faire, notamment dans les domaines tels la population, la lutte contre la pauvreté et la femme dans le développement. Le FAD VII devra donc renforcer et concrétiser les efforts commencés au titre du FAD VI.

266. Sa délégation a quelques réserves au sujet de certains nouveaux domaines d'opération du Fonds, notamment le secteur privé et la réduction de la dette. S'agissant du secteur privé, la contribution du Fonds au développement de ce secteur devrait se limiter à l'exécution effective des diverses décisions de politique prises au titre du FAD-VI, à savoir la femme dans le développement et particulièrement la facilitation de leur accès au crédit.

267. Quant à la réduction de la dette, le document présenté par la Direction, n'est pas assez détaillé pour permettre aux Délégués de comprendre précisément les intentions du Fonds. Dans tous les cas de figure, sa délégation a quelques réserves au sujet de la proposition de couvrir par les fonds du FAD, les prêts BAD contractés par les pays membres emprunteurs les plus pauvres.

268. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** constate que ses remarques faites plus tôt sont à nouveau d'actualité, c'est pourquoi il les réitère et ajoute qu'une des préoccupations principales du FAD-VII devrait être la protection de l'environnement. Par ailleurs, les diverses préoccupations exprimées lors des Assemblées annuelles de la Banque et du Fonds montrent que le problème des arriérés est réel. Les actionnaires et les Etats Participants ne peuvent pas se permettre d'attendre que la situation échappe à tout contrôle mais dans le même temps, l'application vigoureuse de la politique des sanctions n'est pas la solution adéquate. En fait, il est évident que c'est le montant total de la dette qui a compromis tous les efforts de réformes structurelles et de stabilisation macro-économique. L'exemple latino-américain a montré qu'il faut attaquer de front le problème de la dette. Le FAD, grâce à ses ressources concessionnelles, doit donc jouer un rôle actif, dans le cadre des instances existantes telles le FMI, la Banque Mondiale et le Programme spécial d'assistance pour l'Afrique. Toutefois, le Fonds ne devrait pas hésiter à prendre lui-même des initiatives dans certains de ces domaines.

269. Le **REPRESENTANT du JAPON** note que plusieurs pays ont entrepris des politiques d'ajustement structurel avec des degrés différents de succès. Dans la plupart des cas, des goulets d'étranglement ont empêché l'exécution normale de ces politiques. Ces goulets d'étranglement sont le résultat de développements économiques et sociaux inadéquats. Le Fonds devra donc accorder la priorité à la solution de ces problèmes dans le cadre du FAD-VII tout en gardant à l'esprit l'objectif de lutte contre la pauvreté et l'environnement.

T/CM

270. le **REPRESENTANT du DANEMARK** soutient les vues de son collègue néerlandais sur la situation de la dette des pays bénéficiaires. Il pense toutefois qu'il serait un peu présomptueux de mettre la réduction de la dette au même niveau que la lutte contre la pauvreté et l'environnement. Il attire l'attention sur le fait que les prêt hors-projets représentent dans un certains sens des mesures d'allègement de la dette puisqu'ils servent à assurer le service de la dette. La question actuellement est de savoir s'il faut fixer un montant spécial à ce propos dans le cadre du FAD-VII.

271. Le **PRESIDENT de la BAD**, en réponse aux remarques d'ordre général faites par les Délégués sur les priorités en matière de politiques pour le FAD-VII, explique que le Fonds Africain de Développement, bien qu'il ne soit pas d'origine africaine car ses ressources proviennent de pays donateurs non-régionaux, est africain de par ses objectifs. Etant donné que le Fonds a pour ambition de promouvoir le développement des pays emprunteurs, il serait souhaitable de donner l'occasion aux Africains qui connaissent mieux leurs problèmes de développement et d'environnement, de fixer leurs priorités. Après cela, la communauté des donateurs pourrait donner des avis utiles grâce à sa grande expérience, mais toujours dans le cadre d'un dialogue fraternel avec les Africains. Dans les circonstances actuelles, on ne peut pas dire que ce sont les Africains qui fixent leurs priorités.

272. Quant à la lutte contre la pauvreté, il relève que la notion est très large et suggère aux Plénipotentiaires d'organiser dans un futur proche, une session de travail avec les Administrateurs et les Gouverneurs dans le but d'harmoniser les vues sur une stratégie appropriée en matière de réduction de la pauvreté en Afrique.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (Point 4.2 (a) de l'ordre du jour)

273. **M. LONDON**, dans ses remarques introductives, souligne d'entrée de jeu que la Direction considère la lutte contre la pauvreté comme la raison d'être du Fonds et que les propositions formulées dans le document visent à renforcer les efforts déployés par le Groupe

de la Banque au cours des deux années précédentes. En fait, la Direction traite la question du point de vue des politiques micro et macro-économiques, du point de vue de l'environnement et des questions liées aux considérations de genre. La période du FAD-VII permettra à la Direction de poursuivre ce qui a été initié dans le cadre de la sixième reconstitution.

274. En réponse à l'observation faite sur la nécessité pour le Fonds d'investir dans le développement des ressources humaines, il souligne que pour atteindre tout objectif de développement, il faut des hommes. Les investissements du Fonds dans les différents secteurs sont en conséquence centrés sur la promotion du bien-être des groupes-cibles.

275. Il rappelle que lors des négociations du FAD-VI à Washington, la Direction avait proposé de s'attaquer d'abord au problème de la lutte contre la pauvreté aux niveaux macro et micro-sectoriels. Une fois établis les mécanismes de base et les stratégies dans le cadre du FAD-VI, la Direction est d'avis que le FAD-VII donnera l'occasion d'atteindre le niveau macro-sectoriel. Pour ce faire, le Fonds devra se montrer plus imaginatif dans ses opérations et étendre son assistance aux investissements privés tels les petites entreprises. La proposition n'est pas nouvelle car comme indiqué plus tôt, la question a été soulevée pendant les négociations du FAD-VI et a même été incluse dans le document relatif au programme opérationnel quinquennal du Groupe de la Banque.

276. La Direction examinera donc de très près la situation de la pauvreté en Afrique dans le cadre de l'amélioration des actions qui ont déjà été accomplies.

277. Le **REPRESENTANT du JAPON** souscrit aux vues du Délégué français selon lesquelles il ne serait pas approprié que le Fonds octroie directement des prêts ou des dons aux petites et moyennes entreprises. Le FAD est un guichet de ressources concessionnelles et accorder des ressources de cette nature au secteur privé empêcherait une compétition équitable entre les entreprises de ce secteur. Se référant à l'Article 16 de l'Accord portant

création du Fonds, il demande si du point de vue juridique, le FAD peut accorder des dons au secteur privé.

278. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** pense qu'il est prématuré de proposer une augmentation des instruments opérationnels du Fonds au titre de la lutte contre la pauvreté étant donné que la Direction a présenté assez tard le programme d'action et que les directives opérationnelles ne sont pas encore disponibles. En outre, même si un cadre approprié est mis en place, les Délégués devraient examiner s'il est souhaitable qu'une institution comme le FAD s'implique dans des activités au niveau macro-économique. Sa délégation a les mêmes vues que celles de la délégation japonaise, à savoir que le Fonds devrait éviter de subventionner le secteur privé. En fait, la question des ressources à accorder au secteur informel ou aux petites entreprises devrait être traitée par les organisations non-gouvernementales (ONG) ou par d'autres agences mieux équipées pour faire face à de telles situations. Il exprime en conséquence des réserves sur la proposition concernant l'octroi direct de prêts FAD au secteur privé en tant qu'aide aux efforts de réduction de la pauvreté déployés par le Groupe de la Banque. La Direction devrait plutôt mettre l'accent sur la mise en place de cadres macro-économiques et sur la concentration des efforts du Fonds sur le développement des infrastructures sociales.

279. Il a également des réserves sur la proposition consistant à traiter les poches de pauvreté là où elles peuvent exister en Afrique, parce qu'il faut accorder la priorité aux pays les plus pauvres concernant l'allocation des ressources. Par ailleurs, les conditions et modalités des prêts du Fonds doivent être définis à partir d'une base sectorielle.

280. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** réitère le fait que les priorités définies dans le cadre du FAD-VI pour la lutte contre la pauvreté doivent être poursuivies dans le cadre du FAD-VII pour s'assurer que les actions initiées sont entièrement réalisées. Il accueille donc avec satisfaction les assurances données par la Direction au paragraphe 2.4 du document que la lutte contre la pauvreté continuera d'être au centre des opérations du Fonds au cours

de la prochaine période de reconstitution.

281. Il a écouté avec un grand intérêt les remarques liminaires de la Direction et a noté avec plaisir que l'approche du Fonds en matière de lutte contre la pauvreté se fait à la fois au niveau micro et macro-économique. La lutte contre la pauvreté demande la mise en place d'un système fiscal plus équitable et la formulation de politiques sociales actualisées, équitables et équilibrées. Le Fonds devrait effectivement assister les pays emprunteurs à atteindre ces objectifs.

282. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** fait ~~remarquer~~ que les questions posées par le Délégué américain constituent un excellent cadre pour les priorités du FAD-VII. Comme déjà indiqué par plusieurs Délégués, les efforts pour atteindre un développement durable et équilibré reposent sur la lutte contre la pauvreté. Le Fonds doit donc rendre opérationnel le concept de réduction de la pauvreté. Cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement fixer des nouvelles priorités, puisque celles initiées au titre de la précédente reconstitution sont toujours valables.

283. Il a été impressionné par les remarques introductives du Président de la BAD et du personnel ; la Direction et les Etats Participants doivent travailler de concert dans une atmosphère de franche collaboration. A cet égard, il n'est pas nécessaire que le Fonds élargisse la portée de ses activités mais il devrait plutôt les concentrer et renforcer celles qui ont déjà été accomplies. En outre, à l'instar des orateurs précédents, il est contre la proposition de la Direction visant à accorder des prêts directement au secteur privé. Un nouveau mécanisme de prêts dans la même veine que l'APDF est à éviter à cause des risques de double-emplois.

284. Il réitère l'importance que revêt le secteur agricole pour le développement des économies africaines. Toutefois, il se demande s'il serait judicieux d'allouer des ressources additionnelles à ce secteur dans le cadre du FAD-VII, ainsi que l'a proposé la Direction dans

le document, quand en fait les objectifs fixés au titre du FAD-VI n'ont pas tous été atteints. Il suggère qu'un comité consultatif examine le secteur en vue d'identifier les domaines dans lesquels le Fonds doit améliorer ses opérations et ceux dans lesquels ses activités doivent être consolidées.

285. Quant à l'éligibilité des pays, il est d'avis que les ressources du Fonds doivent être allouées essentiellement aux pays les plus pauvres, notamment ceux de la catégorie A et à certains égards, ceux de la catégorie B. L'assistance aux pays ayant atteint un certain degré de développement devrait plutôt englober la mobilisation et la redistribution des ressources nationales de même que le recours aux prêts du secteur privé, plutôt que de priver de fonds concessionnels les pays qui en ont le plus besoin.

286. Le **REPRESENTANT du CANADA** souscrit aux priorités proposées y compris la lutte contre la pauvreté et l'environnement. Il reconnaît également que beaucoup reste encore à faire pour atteindre les objectifs fixés au titre du FAD-VI. Les interventions du Fonds dans les autres domaines doivent être définies à partir d'un avantage comparatif. Par exemple, la Direction devait évaluer si le FAD constitue le meilleur cadre pour traiter du problème de la dette dans les pays africains. Quant à la réduction de la pauvreté, il n'est pas convaincu que les ressources du FAD peuvent être utilisées pour résoudre le problème des poches de pauvreté dans les pays les plus avancés en Afrique car il existe d'autres moyens plus efficaces de traiter la question. Quoique l'Afrique ait besoin d'un secteur privé fort, il ne croit pas que le FAD en constitue la meilleure source de financement.

287. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** partage la plupart des préoccupations exprimées par ses collègues au sujet de l'octroi de ressources concessionnelles aux petites entreprises et souligne que le FAD devrait plutôt focaliser ses actions sur les politiques adoptées au titre du FAD-VI. Il ne soutient pas non plus l'approche des poches de pauvreté pour traiter le problème de la réduction de la pauvreté parce que les ressources concessionnelles du Fonds doivent être exclusivement utilisées pour les pays les plus pauvres

et pour ceux qui sont lourdement endettés. Les pays de la catégorie C doivent aborder la question de la lutte contre la pauvreté à travers leurs politiques nationales pour lesquelles ils peuvent recevoir des ressources provenant de la BAD.

288. Il souscrit aux remarques faites par la France et le Royaume-Uni sur la réduction de la pauvreté et se réjouit dans le même temps de la proposition de la Direction à analyser les indicateurs de pauvreté pour contrôler les stratégies du Groupe de la Banque en la matière. Les Délégués sont conscients de la complexité de la tâche et se souviennent de la réponse décevante qui avait été fournie à une requête semblable faite dans le cadre des négociations de l'AID X. Il espère que la Direction se montrera imaginative dans son analyse des indicateurs de pauvreté et aimerait savoir à quel moment les propositions préliminaires seraient disponibles.

289. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** constate que l'impression générale qui se dégage des débats est que peu de progrès ont été réalisés au sujet de la lutte contre la pauvreté dans le cadre du FAD-VI. Toutefois, les discussions bilatérales engagées avec la Direction indiquent que des efforts sont faits ; des stratégies appropriées et encourageantes ont été initiées dans le but d'améliorer les profils des politiques. Ces stratégies devront être entièrement développées et consolidées avant de penser à mettre en place de nouveaux mécanismes opérationnels. Il est également sceptique quant au projet de prêter directement au secteur privé, en utilisant les ressources du Fonds destinées aux projets des secteurs sociaux des pays de la catégorie B et C et en établissant un mécanisme semblable à l'APDF.

290. Le FAD pourrait jouer un rôle de chef de file dans le développement du continent en promouvant un dialogue effectif avec les Etats concernés en vue de les guider dans les choix stratégiques à faire pour la formulation de leurs priorités nationales. Cette approche donnerait automatiquement un caractère africain au Fonds et renforcerait son rôle dans la communauté internationale des donateurs.

T/CM

291. Le **REPRESENTANT du PORTUGAL** est également d'avis que l'objectif de politique principal du Fonds doit être la lutte contre la pauvreté. Le soutien aux micro-projets devrait se faire grâce aux lignes de crédit octroyés par les institutions locales de crédit, particulièrement celles de type coopératif. Il ne croit cependant pas que le soutien du Fonds à des entreprises locales affecterait la compétition dans le secteur privé.

292. Le **REPRESENTANT de L'ITALIE** fait observer que le Fonds pourrait se concentrer sur la lutte contre la pauvreté et l'environnement, mais toute référence dans le document à la réduction de la dette devrait être supprimée. Ceci fait, il sera prêt à examiner toute question sur le rôle du secteur privé dans la lutte contre la pauvreté. Mais il exhorte la Direction à préparer un document détaillé à ce propos.

293. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** partage le point de vue de son collègue du Danemark selon lequel il y a un lien évident entre le niveau des prêts hors-projets et les capacités du service de la dette des pays, et ce lien doit nécessairement être pris en compte dans l'examen des autres questions.

294. La lutte contre la pauvreté, quant à elle demande qu'un accent fondamental soit mis sur les domaines sociaux, et que l'on donne des opportunités économiques aux populations défavorisées ainsi que la possibilité de participer à l'économie de leurs pays.

295. La seule réserve importante qu'il a concerne l'assistance à apporter aux micro entreprises ; qu'il s'agisse de dons ou d'un autre type d'aide, cette assistance doit tenir compte de certains mécanismes du marché, comme par exemple les taux d'intérêts positifs. Il ne pense pas qu'il faut constituer un secteur privé qui fonctionnerait à coups de subventions. Par ailleurs, il signale une expérience très négative vécue par ses autorités dans le choix des intermédiaires financiers pour l'octroi des crédits. Une certaine méfiance s'étant par conséquent instaurée, il faut se montrer prudent à l'avenir dans le choix de ces intermédiaires. C'est un domaine délicat qu'il faut continuer à étudier pour arriver à une

solution constructive.

296. Les suggestions visant à octroyer des prêts directs aux activités du secteur privé lui semblent inopportunes car ce n'est pas ainsi que l'on devrait utiliser les ressources du FAD.

297. S'agissant de la lutte contre les poches de pauvreté, en général ce qui est souhaitable n'est pas toujours possible. En effet, même s'il est en faveur d'interventions multi-sectorielles pour le FAD, ce guichet n'a pas les moyens de faire face à certaines situations ; voilà pourquoi, il faut se limiter strictement à utiliser les ressources existantes. Pour attribuer ces ressources, il faut donc s'appuyer sur la formule existante en matière d'allocation par pays. Sa circonscription, ne serait-ce qu'à cause des contraintes pratiques, ne pourra donc pas aller au-delà. Mais peut-être que la part de 10% réservée à l'assistance technique pourrait servir à soutenir certaines de ces activités.

298. Le **PRESIDENT** de la **BAD**, clarifiant la question relative au secteur privé, souligne qu'il n'a jamais été question de subventionner le secteur privé. Il est important de noter qu'en Afrique, le secteur informel, qui d'ailleurs se développe de plus en plus, constitue la base de la promotion du secteur privé. Il apparaît donc nécessaire d'encadrer ce secteur et de lui donner les moyens de s'organiser.

299. Mais ce type d'opérations ne peut pas être financé à partir des ressources du marché ; c'est pourquoi, c'est au guichet Fonds qu'il convient d'intégrer ce volet financement de la micro-entreprise. D'ailleurs, l'"African Development Foundation", agence des USA, ne finance que ce type d'opérations ; à la Banque Interaméricaine de développement également, cette activité est financée au moyen de ressources concessionnelles.

300. Le **PRESIDENT** de la **BAD** suggère donc aux Délégués de n'utiliser l'expression "poches de pauvreté" qu'avec beaucoup de circonspection car dans bon nombre de pays africains, la pauvreté représente davantage la couche principale que la poche. Si le FAD doit

aider à relever le niveau de vie des populations défavorisées, il faut faire montre de prudence dans le maniement de ce terme.

301. Le **PRESIDENT** relève toutefois qu'il ne fait aucun doute que les Plénipotentiaires appuient la Banque pour la priorité qu'elle a accordée à la lutte contre la pauvreté.

302. Selon le Président, le Représentant du Portugal a abordé un aspect important du secteur privé, à savoir le secteur informel et il ne serait pas incorrect de dire que de nombreux Délégués, y compris la Direction, se demandent toujours à quel point le secteur informel est devenu formel.

303. Il rappelle également, s'agissant des types de financement, qu'au début des discussions le Représentant de l'Arabie Saoudite a judicieusement souligné qu'il ne faut pas perdre de vue la division de travail entre la Banque et le Fonds. Les décisions prises dans d'autres fora au sujet de l'éligibilité des pays à certains types de financement peuvent avoir une influence sur les discussions concernant les priorités au sein de ce Groupe; c'est pourquoi il serait judicieux de suivre de très près ce qui se passe dans d'autres instances pour cette question spécifique.

304. Il suggère que la Direction, à la lumière de toutes les observations et remarques qui ont été formulées, prépare un document qui sera examiné à la prochaine réunion.

305. Enfin, puisque l'environnement a déjà fait l'objet de discussions très fructueuses, le **PRESIDENT** propose de passer à l'examen du point 4.2 (c) de l'ordre du jour relatif à l'allègement de la dette.

Il en est ainsi décidé

R/CM

PRIORITES EN MATIERE DE POLITIQUE POUR LE FAD VII ; ALLEGEMENT DE LA DETTE (Point 4.2 (c) de l'ordre du jour)

306. Le **REPRESENTANT DU DANEMARK** estime que l'allègement de la dette ne peut pas figurer parmi les grandes priorités de politique du FAD VII. La Banque ne se rend pas service en liant étroitement cette question à la reconstitution du FAD. Ces deux questions doivent être examinées séparément. L'allègement de la dette n'est pas une innovation pour l'institution car le FAD comprend dans ses activités un instrument qui s'y rapproche de très près ; il s'agit des prêts à décaissement rapide qui aident les pays récipiendaires à assurer le service de leur dette.

307. Proposant ensuite un certain nombre de principes dans ce domaine, il souligne tout d'abord que seuls les pays performants devraient bénéficier des prêts de cet instrument ; évidemment, les pays redevables d'arriérés à la BAD devraient en être exclus sinon le risque encouru serait par trop élevé.

308. Deuxièmement, seuls les pays les plus lourdement endettés parmi les groupes défavorisés devraient être éligibles.

309. Troisièmement, les pays récipiendaires devraient s'engager à ne pas contracter de nouvelles dettes aux conditions du marché auprès de la BAD ou d'autres institutions, tout au moins pendant tout le temps qu'ils bénéficieront de cette facilité.

310. Il suggère donc pour la prochaine réunion, la préparation d'un document contenant un certain nombre de scénarios et de sous-scénarios qui permettront de dissiper certaines interrogations telles que le pourcentage d'intérêts payés à la Banque, la durée de paiement de ces intérêts, et les distinctions à faire entre les différents bénéficiaires. Ce document devra également indiquer si l'instrument allègement de la dette comprendra une composante prêt à décaissement rapide.

311. Il y aura lieu également de réfléchir à l'incidence qu'auraient les prêts à décaissement rapide sur les ressources du FAD-VII. Des informations sur l'encours total de la dette des pays bénéficiaires potentiels y compris la dette vis-à-vis du Groupe de la Banque, seraient également utiles.

312. Dans sa conclusion, le **REPRESENTANT DU DANEMARK** rappelle qu'il est prématuré de se prononcer sur la proposition d'allègement de la dette présentée par la Direction ; la question mérite néanmoins d'être étudiée. Il faudra donc préparer un document beaucoup plus détaillé et plus étoffé là-dessus pour la prochaine réunion.

313. Le **REPRESENTANT du JAPON** reconnaît que l'allègement de la dette est l'un des défis majeurs auquel la Banque est confronté. Mais il juge les propositions formulées encore imprécises.

314. Les facilités proposées pour la réduction de la dette officielle ne le satisfont pas entièrement car il estime que loin de régler le problème, elles ne feront que l'accentuer et décourager ainsi les efforts de remboursement des pays emprunteurs.

315. En ce qui concerne l'octroi de plus en plus de prêts FAD aux pays de la catégorie A, puisque ces pays ne peuvent plus bénéficier des prêts BAD, cette affectation de ressources ne devrait pas se faire automatiquement, sans un examen préalable des différents aspects des opérations.

316. Le **REPRESENTANT DU ROYAUME-UNI**, à l'instar de son collègue danois, estime qu'il est prématuré de se prononcer sur cette proposition d'allègement de la dette.

R/CM

317. Le plus important selon lui est d'aider les pays africains à retrouver la croissance économique et pour ce faire la meilleure approche possible est de s'insérer dans le cadre des programmes de réformes et des PAS, au lieu de créer un mécanisme spécial du type qui est proposé.

318. Il serait utile d'avoir davantage de faits et de chiffres en particulier sur les problèmes que rencontre la Banque elle-même à cause de la dette de ces pays afin de savoir quelles mesures appropriées prendre pour remédier à cette situation.

319. Le **REPRESENTANT DE LA FRANCE** souligne avoir déjà évoqué des doutes très sérieux en ce qui concerne les mécanismes de réduction de la dette et partage les interrogations de son collègue danois.

320. Il estime que les Délégués ne pourront pas discuter valablement de ce sujet tant que toutes les interrogations posées n'auront pas reçu de réponses.

321. Le **REPRESENTANT DE L'ITALIE** est fermement opposé à l'examen du problème de l'allègement de la dette en liaison avec la reconstitution du FAD.

322. La question pourrait être étudiée dans le contexte du dialogue de politique de la Banque avec ses pays membres mais absolument pas dans le cadre du FAD.

323. Le **REPRESENTANT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE**, après avoir écouté les orateurs précédents note que de nombreuses questions se chevauchent et cette réunion ne constitue pas le forum idoine pour débattre de certaines préoccupations exprimées.

324. Pour sa part, il émet quelques réserves concernant l'examen de cette proposition au cours de cet exercice. La question mérite certes qu'on y réfléchisse, mais il faut le faire à tête reposée, après concertation. Il faut toutefois garder un esprit ouvert de coopération en

restant à l'écoute des actions entreprises dans ce domaine dans d'autres fora car celles-ci peuvent influencer sur leurs propres réflexions. L'approche proposée par son collègue danois, à savoir la préparation d'un document détaillé, lui semble donc la plus appropriée au stade actuel.

325. Le **PRESIDENT** souligne que la question a été abordée par plusieurs Gouverneurs au cours des Assemblées annuelles de la Banque. Nonobstant certaines réticences, il est d'avis que la question mérite d'être étudiée.

326. Des priorités ont été établies au cours des différentes reconstitutions notamment au cours du FAD-VI mais les conditions ont changé dans les pays africains, depuis que le FAD-VI a été négocié. Il convient alors de se demander si les priorités qui ont été définies restent immuables ou s'il faut en adopter d'autres. On peut enfin examiner ces priorités d'un oeil critique sans pour autant remettre en question la logique qui avait sous-tendu leur formulation.

327. Il faut donc garder un esprit ouvert. Il réfléchira avec le Président de la Banque et la Direction sur la meilleure manière de présenter cette question aux Délégués pour leur permettre de se prononcer.

328. Déclarant close la discussion sur les priorités en matière de politique pour le FAD-VII, le **PRESIDENT** propose de passer à l'examen du point 5 de l'ordre du jour concernant les scénarios du FAD-VII.

Il en est ainsi décidé.

R/CM

LES SCENARIOS DU FAD-VII (Point 5 de l'ordre du jour)

329. M. LONDON (BAD), introduisant le sujet, souligne que le document part du FAD-VI pour indiquer l'approche que la Direction compte adopter dans le cadre du programme qui sera élaboré pour les trois années à venir.

330. Les calculs sont fondés sur la valeur en termes réels du niveau de reconstitution du FAD-VI. Les indications les plus récentes suggèrent qu'en termes réels, le niveau du FAD-VII se situe à environ trois (3) milliards d'UCF pour la période du FAD-VI soit une croissance réelle zéro par rapport au FAD-VI.

331. Il faut toutefois lier ce montant à des programmes et des politiques que le Fonds compte poursuivre, c'est pourquoi, si l'on veut que le Fonds s'implique effectivement dans des domaines tels que la lutte contre la pauvreté, entre autres, une augmentation à hauteur de 20% voire 50% serait souhaitable et raisonnable.

332. La Direction pense résolument que si le Fonds veut réaliser de réels progrès et ne pas se concentrer uniquement sur les chiffres du programme opérationnel quinquennal, il faudra une forte reconstitution ; l'Institution en a la capacité d'absorption nécessaire.

333. Le **REPRESENTANT du JAPON** formule tout d'abord des observations sur la manière dont la valeur réelle a été calculée. Il est nécessaire d'avoir les chiffres annuels de l'index des produits manufacturés.

334. D'autre part, les calculs devraient être plus précis, la Direction a en effet mentionné un montant de trois (3) milliards d'UC mais, selon ses calculs le chiffre exact est de 2,9 milliards d'UC.

R/CM

335. Il est d'avis qu'un niveau de 2,9 milliards d'UC n'est pas négligeable compte tenu des contraintes budgétaires des Etats participants.

336. Le **REPRESENTANT du JAPON** fait ensuite des remarques d'ordre général sur le niveau éventuel du FAD-VII.

337. Se rapportant aux propositions de la Direction, il pense que certaines des activités mériteraient d'être précisées davantage et des estimations plus précises devraient également être faites car certaines de ces activités ne lui semblent pas très convaincantes.

338. D'une manière générale, il est important d'avoir des discussions constructives et surtout réalistes sur le niveau de reconstitution en tenant compte de la situation qui prévaut dans les pays emprunteurs, de leurs besoins en ressources concessionnelles, de leur capacité à emprunter et des conditions budgétaires strictes qui prévalent dans les pays donateurs.

339. Il suggère donc à la Direction de préparer, à la lumière des observations faites, quelques scénarios qui permettront aux Délégués d'examiner la question de manière plus constructive.

340. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** demande si l'UCF a été harmonisé avec l'UCB.

341. Le **SECRETAIRE GENERAL** répond que la résolution relative à l'harmonisation de l'UCF et de l'UCB a été adoptée et qu'elle entrera en vigueur à compter du 1er janvier 1994.

342. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** rappelle que lors des Assemblées Annuelles, son pays a indiqué qu'il soutiendra une reconstitution du FAD à la mesure des besoins du continent africain en ressources concessionnelles. Toutefois, il pense qu'il est

prématuré à ce stade d'aborder cette étape. En effet, l'importance des nombreuses préoccupations exprimées appelle des analyses complémentaires avant tout débat sur les chiffres.

343. S'agissant justement des chiffres, il partage l'interrogation de son collègue japonais sur la manière dont est calculée l'inflation qui détermine le niveau du FAD-VI.

344. Il ajoute que les domaines d'intérêt spécial tels la préservation de l'environnement ou la lutte contre la pauvreté font partie intégrante des programmes d'actions du FAD, et ne justifient donc pas a priori la détermination d'enveloppes particulières de financement.

345. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** joint sa voix à celle de son collègue japonais qui a demandé de plus amples informations sur le calcul de la valeur réelle du FAD-VI. Il se demande si le meilleur mode de calcul est la comparaison du niveau de prix pendant les deux périodes d'engagements ou pendant les deux périodes de décaissement.

346. Il lui semble que la méthode utilisée par l'AID est celle de la comparaison entre deux périodes de décaissement. Il suggère à la Direction de s'inspirer des méthodes des autres institutions similaires en la matière.

347. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** est d'avis que la Direction a utilisé la méthodologie de l'AID pour effectuer les calculs de la valeur réelle du niveau. Il souscrit au chiffre précis de 2,9 milliards d'UC indiqué par son collègue japonais.

348. Le chiffre de départ était de 2,65 milliards d'UC pour le FAD-VI, il faudrait donc que la Direction confirme que ce montant a bel et bien été mobilisé car il lui semble qu'il y a un déficit non comblé. Il faut prendre garde que ce déficit non comblé ne devienne un obstacle structurel comme cela a été le cas pour l'AID, empêchant ainsi les délégués à ce forum de parvenir à un accord.

349. Il faut donc faire le point et connaître le chiffre de base de ces calculs. Il partage certaines réserves exprimées car il y a des questions qui se chevauchent et il faudra en tenir compte dans les calculs. Il sera peut être nécessaire de séparer certains éléments et leur affecter un coût.

350. A l'instar de son collègue français, il pense que certaines questions doivent être approfondies et clarifiées avant que les Délégués ne se prononcent sur des chiffres.

351. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** souligne que son pays, en principe, est prêt à contribuer à une reconstitution substantielle du Fonds, reconnaissant ainsi la tâche importante que le FAD doit accomplir dans le domaine de la préservation de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté dans le contexte d'un développement durable. Toutes ces activités impliquent de nouvelles ressources, c'est pourquoi, il trouve logique que la Direction demande une augmentation de ressources pour faire face à certaines de ces opérations. Toutefois, la position finale des Pays-Bas sera déterminée par les réponses qui seront fournies lors des réunions à venir.

352. Il a été dit que le Fonds a un rôle à jouer dans les PAS et les efforts de réformes structurelles ; l'expérience a montré qu'il faut résoudre le problème de la dette avant de concevoir tout programme de réformes dans les pays lourdement endettés. Une augmentation substantielle du Fonds permettrait d'aider à régler ce problème de la dette.

353. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** joint sa voix à celles de ses collègues qui ont demandé des calculs précis pour avoir des meilleures projections et la présentation de scénarios précis.

354. Se référant à une déclaration du Président de la BAD dans laquelle il était proposé l'ouverture d'un nouveau guichet concessionnel avec des taux de prêts de 4%, il se demande tout d'abord comment ce guichet sera financé et deuxièmement s'il a été tenu compte de cet

élément dans les propositions de scénarios à l'étude.

355. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** souligne l'importance de toutes les questions techniques qui ont été posées et précise que des réponses doivent être données à ces interrogations. Mais il est important de noter que son pays ne pourra faire face aux besoins exprimés que dans la limite de ses capacités financières.

356. Il faut reconnaître que certains de ces chiffres sont difficiles à maintenir sans faire référence à la validité des besoins, sans faire référence à la qualité du produit qui sera mis au point. Pour cette reconstitution, il sera difficile de proposer un chiffre qui apportera satisfaction aux deux parties. Il faudra donc travailler en collaboration étroite pendant tout le processus des négociations afin d'arriver à un résultat qui ne soit pas perçu par les différentes parties intéressées comme un échec.

357. Les conditions budgétaires strictes prévalant dans de nombreux pays augurent du fait que l'exercice sera difficile, c'est pourquoi toutes les parties devront déployer des efforts constructifs pour arriver à un résultat positif même si la réponse de son pays ne sera pas tout à fait à la hauteur des besoins de développement et de financement des pays africains.

358. Le **REPRESENTANT du KOWEIT** appuie la septième reconstitution des ressources du FAD, et annonce son pays y contribuera. Mais pour l'heure, il estime prématuré de préjuger du niveau de la reconstitution. L'importance de ce niveau dépendra de la mesure dans laquelle les doutes que certains de ses collègues ont sur les priorités du Fonds, telles que senties et exprimées par la Direction, auront été apaisés. Un certain nombre d'éclaircissements sont encore nécessaires à ce stade des discussions.

359. Le **REPRESENTANT du CANADA** trouve le document fort intéressant ; il attire néanmoins l'attention sur certaines déclarations faites lors des Assemblées annuelles qui viennent de se tenir sur la nécessité des restrictions budgétaires internes.

360. Le **PRESIDENT** fait la synthèse des débats, en notant que si les Délégués veulent que le Fonds entreprenne des activités, il y a un prix à payer pour cela, dans l'équilibre des priorités et des possibilités. Il invite la Direction à tenir compte des observations faites par les Délégués.

QUESTIONS DIVERSES (point VI de l'ordre du jour)

361. Le **PRESIDENT** de la **BANQUE**, à un délégué qui voulait savoir si l'unité de compte utilisée était celle de la Banque ou du Fonds, répond qu'il s'agit de l'unité de compte du Fonds. Ce n'est qu'en 1994 que la conversion sera faite.

362. Le **REPRESENTANT** du **JAPON** demande à la Direction de préparer une note explicative sur les prévisions du Groupe de la Banque en matière d'effectifs pour le FAD-VII. Comme on l'a récemment relevé lors des Assemblées annuelles, les augmentations d'effectifs devront se limiter au niveau le plus bas possible, surtout en ces temps où nombre de pays membres poursuivent des programmes d'ajustement structurel. Les Plénipotentiaires ne seraient pas très réceptifs à des propositions d'augmentation des effectifs pour la mise en oeuvre du FAD-VII.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION CONSULTATIVE SUR LE FAD-VII

363. Le **PRESIDENT** rappelle que la France avait proposé d'abriter la réunion suivante. En cas d'impossibilité, il suggérerait la Haye comme lieu, et la semaine commençant le 19 juillet comme date.

364. Le **REPRESENTANT** de la **FRANCE** fait remarquer que la date envisagée par le Président pose des problèmes. Il recommande plutôt la semaine du 5 juillet.

R/FT

365. Le **REPRESENTANT** de la **BELGIQUE** est favorable au mois de juillet, mais fait remarquer que la fête nationale de son pays se célèbre le 21 juillet.

366. Le **REPRESENTANT** du **JAPON** ne peut retenir la date proposée par la délégation française, qui coïncide avec la tenue d'un sommet économique dans son pays. Par contre, la réunion pourrait se tenir à partir du 19 ou du 26 juillet.

367. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** se rallierait à la date du 19 juillet.

368. Le **PRESIDENT** annonce que les 29 et 30 juillet sont retenus comme date de la tenue de la réunion suivante. Quant au lieu, le choix définitif entre Paris et la Haye sera communiqué ultérieurement aux parties concernées.

369. Le **REPRESENTANT** de la **NORVEGE** demande que les documents soient mis à disposition avant fin juin.

370. Le **PRESIDENT** annonce qu'il examinera avec les experts du Fonds la question des documents à soumettre aux Plénipotentiaires.

371. Il remercie les participants pour la teneur des débats et le ton de coopération qui y a prévalu. Il conjure les Africains d'être sûrs qu'ils ont des amis de par le monde. Les nombreux défis auxquels les non régionaux sont eux-mêmes confrontés ne les rendent pas insensibles aux besoins des pays de la région.

372. Enfin, il adresse ses remerciements au personnel, à la Direction et au Président de la Banque pour leur contribution au succès de cette première réunion consultative sur le FAD-VII.

La séance est levée à 12 h 30.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE REVISE

1. Adoption de l'ordre du jour ADF-VII/CM.1/93/01/Rev.1
2. Adoption du Compte-rendu de la Réunion sur l'examen à mi-parcours du FAD-VI tenue à la Haye, Pays-Bas, les 16-17 Novembre 1992 ADF/ZG/MTR-ADF-VI/92/SR.1
3. Résultats de l'examen à mi-parcours :
 - 3.1 Point de l'application de certaines politiques du Fonds depuis la réunion sur l'examen à mi-parcours du FAD-VI ADF-VII/CM.1/93/02
4. Questions de politiques à examiner pour le FAD-VII (se référer aux documents ci-dessous)
 - 4.1 Renforcement des politiques actuelles dans la période du FAD-VII
 - (a) allocation par pays et performance ADF-VII/CM.1/93/03
 - (b) amélioration de la qualité des prêts ADF-VII/CM.1/93/04
 - (c) environnement : mise en oeuvre des directives et programmes ADF-VII/CM.1/93/05
 - 4.2 Priorités en matière de politiques pour le FAD-VII ADF-VII/CM.1/93/06
ADF-VII/CM.1/93/05
 - (a) lutte contre la pauvreté
 - (b) environnement
 - (c) allègement de la dette
5. Les scénarios du FAD-VII ADF-VII/CM.1/93/06
6. Questions diverses
7. Date et Lieu de la prochaine réunion

**FIRST CONSULTATIVE MEETING ON THE
SEVENTH GENERAL REPLENISHMENT OF THE RESOURCES
OF THE AFRICAN DEVELOPMENT FUND (ADF VII)**



**PREMIERE REUNION CONSULTATIVE SUR
LA SEPTIEME RECONSTITUTION GENERALE DES RESSOURCES
DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT (FAD-VII)**

***LIST OF STATE PARTICIPANTS IN ALPHABETICAL ORDER
LISTE ALPHABETIQUE DES ETATS PARTICIPANTS***

| NAME OF DELEGATE/NOM DU DELEGUE | FUNCTIONS FONCTIONS | ADDRESS ADRESSE |
|---------------------------------|------------------------|--------------------|
|---------------------------------|------------------------|--------------------|

ARGENTINA/ARGENTINE

AUSTRIA/AUTRICHE

MRS. WENUSCH IRMGARD

Gov. for Annual Mtg

Gouv. Pour l'Assemblée Annuelle

COUNSELLOR

HIMMELPFORTGASSE

4-8 - 1010

WIEN

MR. TREPPEL L.

CONSEILLER

01 BP 1387

BELGIUM/BELGIQUE

MR. ARNOLDI J.P.

Alternate Governor

Gouv. Suppléant

INSPECTEUR GENERAL DE LA TRESORERIE

AVENUE DES ARTS 30

1040 BRUXELLES

BRAZIL/BRESIL

MR. CAVALCANTE RONALDO M.A.

Temp Alt. Gov

Gouv. Sup. Temp.

ADVISER - DEPARTMENT FOR INTERNATIONAL
ORGANIZATIONS AND AGREEMENTS

SBS QUADRA 3

BLOCO B ED SEDE

ANDAR

70.074 BRASILIA

CANADA/CANADA

MR. GIBBONS STEVE

Adviser

Conseiller

DIRECTOR - MULTILATERAL DEVELOPMENT
BANKS, ACDI/CIDA (MFD)

200, PROMENADE DU

PORTAGE HULL, QUEBEC

CANADA, K1 0G4

CHINA/CHINE

MR. FAN BOSHENG

Temp Alt. Gov

Gouv. Sup. Temp.

DIRECTOR, INTERNATIONAL DEPT.
PEOPLE'S BANK OF CHINA

32 CHENG FANG STREET

WEST CITY DISTRICT

BEIJING 100800

| NAME OF DELEGATE/NOM DU DELEGUE | FUNCTIONS FONCTIONS | ADDRESS ADRESSE |
|---------------------------------|------------------------|--------------------|
|---------------------------------|------------------------|--------------------|

MR. BENHUA WEI

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

ALTERNATE EXECUTIVE DIRECTOR OF THE IMF

DENMARK/DANEMARK**MR. BODELSEN, NIELS**

Gov. for Annual Mtg
Gouv. Pour l'Assemblée Annuelle

DEPUTY HEAD OF DEPARTMENT
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

ASIATISK PLADS 2
KOBENHAVN K

MS. SIMONSEN VIBEKE

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

HEAD OF SECTION

ASIATISK PLADS 2
KOBENHAVN K

MR. BEITER PETER

Adviser
Conseiller

ASIATISK PLADS 2
KOBENHAVN K

FINLAND/FINLANDE**MR. IKONEN PERTTI JUHANU**

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

PROGRAMME OFFICER

P.O. BOX 176
00161 HELSINKI
HELSINKI

MR. JASKARI MATTI

Adviser
Conseiller

COUNSELLOR

P.O. BOX 176
00161 HELSINKI
HELSINKI

FRANCE/FRANCE**MR. DE MAZIERES BERTRAND**

Gov. for Annual Mtg
Gouv. Pour l'Assemblée Annuelle

SOUS DIRECTEUR, DIRECTION DU TRESOR

139 RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

MR. MOULLADE PIERRE

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

MEMBRE DE DIRECTION DU TRESOR

139 RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

NAME OF DELEGATE/NOM DU DELEGUE

FUNCTIONS
FONCTIONSADDRESS
ADRESSE**MR. ESCURE MARCEL**Adviser
ConseillerSECRETAIRE DES AFFAIRES ETRANGERES
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERESMINISTERE DES
AFFAIRES ETRANGERES**GERMANY/ALLEMAGNE****DR. BOEHMER GERHARD**Gov. for Annual Mtg
Gouv. Pour l'Assemblée AnnuelleDEPUTY DIRECTOR GENERAL, FEDERAL
MINISTRY FOR ECONOMIC COOP. & DEV.B.P. 120322 D-5300
BONN 1**MR. DIPPL MARTIN**Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

COUNSELLOR

FRIEDRICH EBERT
ALLEE 114-116
D-5300 BONN 1**DR. HENZE KARL-OTTO**Adviser
Conseiller

HEAD OF DIVISION

FRIEDRICH EBERT
ALLEE 114-116
D-5300 BONN 1**MR. DONECKER WOLF-DIETER**Adviser
Conseiller

HEAD OF SECTION - INTERNATIONAL DEPT.

POSTFACH 100602 6000
FRANCKFURT/MAIN 1**MR. KADEL JOST**Adviser
Conseiller

DESK OFFICER

FRIEDRICH EBERT
ALLEE 114-116
D-5300 BONN 1**INDIA/INDE****MR. AISOLA RAVI SHANKAR**Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

SECOND SECRETARY

INDIAN EMBASSY
06 B.P. 318
ABIDJAN 06**ITALY/ITALIE****MR. SACCO GIOVANNI**Gov. for Annual Mtg
Gouv. Pour l'Assemblée AnnuelleSENIOR DIRECTOR G.D. TREASURY
MINISTRY OF THE TREASURYROMA - VIA XX
SETTEMBRE 97

| NAME OF DELEGATE/NOM DU DELEGUE | FUNCTIONS FONCTIONS | ADDRESS ADRESSE |
|---------------------------------|------------------------|--------------------|
|---------------------------------|------------------------|--------------------|

MRS SODERINI LUDOVICA

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

CONSEILLER

ROMA - VIA XX
SETTEMBRE 97

JAPAN/JAPON**MR. MOMOKINO SATOSHI**

Adviser
Conseiller

CHIEF - DEVELOPMENT INSTITUTIONS
DIVISION

3-1-1 KASUMIGASEKI,
CHIYODA-KU
TOKYO

MR. UEDA EIMON

Adviser
Conseiller

DEPUTY DIRECTOR - DEVELOPMENT INSTITU-
TIONS DIVISION

3-1-1 KASUMIGASEKI,
CHIYODA-KU
TOKYO

KOREA/COREE**MR KIM SUNG-BAE**

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

FINANCIAL ATTACHE - KOREAN EMBASSY

01 BP 3950
ABIDJAN 01
COTE D'IVOIRE

MR CHO SUNG-JONG

Adviser
Conseiller

DEPUTY DIRECTOR, RESEARCH DEPARTMENT
THE BANK OF KOREA

THE BANK OF KOREA
NAMDAEMUN-RO,
SEODEMUN-GU, SEOUL
REPUBLIC OF KOREA

KUWAIT/KOWEIT**MR HASHEM A. ABDULRAHMAN**

Adviser
Conseiller

HEAD, WESTERN AFRICA DIVISION
KUWAIT FUND FOR ARAB ECO. DEVELOPMENT

KFED
P.O. BOX 2921
KUWAIT, KUWAIT

NETHERLANDS/PAYS-BAS**MR. RAAB**

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

HEAD - MULTILATERAL BANKS DIVISION

P.O. BOX 20201
2500E THE HAGUE

NAME OF DELEGATE/NOM DU DELEGUE

FUNCTIONS
FONCTIONSADDRESS
ADRESSE

MR. LE POOLE J.P.

Adviser
ConseillerHEAD - INVESTMENTS AND BANKS DIVISION
DIRECTORATE MULTILATERAL DEV. COOPP.O. BOX 20061
2500 EB
THE HAGUE

NORWAY/NORVEGE

MR. HALVORSEN KJELL

Gov. for Annual Mtg
Gouv. Pour l'Assemblée AnnuelleDIRECTOR GENERAL OF THE DEPARTMENT OF
MULTILATERAL DEVELOPMENT COOPERATIONP O BOX 8114
DEP 0032, OSLO
NORWAY

MR. HARBOE, HENRIK

Adviser
Conseiller

EXECUTIVE OFFICER

P O BOX 8114
DEP 0032, OSLO
NORWAY

PORTUGAL/PORTUGAL

MRS. MONTALVAO GRACA

Gov. for Annual Mtg
Gouv. Pour l'Assemblée Annuelle

HEAD OF DIVISION - TREASURY

MR. LABISA ANTONIO

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

DIRECTOR

SAUDI ARABIA/ARABIE SAOUDITE

MR. AL-MOFLEH IBRAHIM

Adviser
Conseiller

ASSISTANT DIRECTOR GENERAL

P.O. BOX 1887
RIYADH 11441
SAUDI ARABIA

SPAIN/ESPAGNE

MR. LUIS LOPEZ

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

MULTILATERAL FINANCIAL INSTITUTIONS

Po Castellana
162, 28046
MADRID

NAME OF DELEGATE/NOM DU DELEGUE

FUNCTIONS
FONCTIONSADDRESS
ADRESSE

MS. VAZQUEZ MONICA

Adviser
Conseiller

COUNSELLOR (COMMERCIAL)

04 BP 957
ABIDJAN 04

SWEDEN/SUEDE

MR. JERLSTROEM BO

Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.

DEPUTY ASSISTANT UNDER-SECRETARY

P.O. BOX 16121
S-10323 STOCKHOLM
SWEDEN

SWITZERLAND/SUISSE

MR. CART HENRI-PHILIPPE

Alternate Governor
Gouv. SuppléantCHEF DE DIVISION DE LA POLITIQUE
ET DE LA PLANIFICATIONPALAIS FEDERAL
3003 BERNE CH

MS. NICOD MARJOLAINE

Adviser
Conseiller

ECONOMISTE

PALAIS FEDERAL
3003 BERNE CH

UNITED ARAB EMIRATES/EMIRATS ARABES UNIS

H.E. AL-YOUSUF M.K.

Governor
Gouverneur

AMBASSADOR/DIRECTOR-GENERAL

P.O. BOX 1, KHARIJA,
ABU DHABI
UNITED ARAB EMIRATES

DR. DAWOOD ABDULLAH HUSSAIN

Alternate Governor
Gouv. Suppléant

MINISTER - PTIY

P O BOX 1
ABU DHABI

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

MR. POWER MIKE

Gov. for Annual Mtg
Gouv. Pour l'Assemblée AnnuelleHEAD, INTERNATIONAL FINANCIAL
INSTITUTIONS DEPARTMENT - O D A -94 VICTORIA STREET
LONDON SW1E 7JL
UK

NAME OF DELEGATE/NOM DU DELEGUE

FUNCTIONS
FONCTIONSADDRESS
ADRESSE**MR. PATEL JOHN**Alternate Governor
Gouv. SuppléantINTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS
DEPARTMENT - O D A -94 VICORIA STREET
LONDON SW1E 1JL
UK**MR. MILLS STEWART**Adviser
Conseiller94 VICORIA STREET
LONDON SW1E 1JL
UK**MR. HAYWARD PETER**Adviser
ConseillerSENIOR ADVISER (AFRICA)
BANK OF ENGLANDTREADNEEDLE STREET
LONDON EC2R 8AH
ENGLAND**UNITED STATES OF AMERICA/ETATS-UNIS D'AMERIQUE****MR. HENNESEY MATTHEW P.**Temp Alt. Gov
Gouv. Sup. Temp.DIRECTOR - OFFICE OF MULTILATERAL
DEVELOPMENT BANKS

WASHINGTON, D.C. 20220

MS. CARNES CAROL J.Adviser
ConseillerDESK OFFICER, AFRICAN DEVELOPMENT BANK WASHINGTON, D.C. 20220
OFFICE OF MULTILATERAL DEVELOPMENT BANKS**MR. ROHRlich PAUL**Adviser
ConseillerFINANCIAL ECONOMIST, ECONOMIC BUREAU
OFFICE OF DEVELOPMENT FINANCESTATE DEPARTMENT
20520 WASHINGTON D.C**MR. ATUKORALA VIMAL**Adviser
ConseillerPROGRAM ANALYST, AFRICAN & ASIAN D.BANKS WASHINGTON, D.C. 20523
POLICY DIRECTORATE, OFFICE OF INT. DONOR

